

Essai sur la nature de la croissance rapide des pays moins développés (1950-1969)

Roland Granier

Volume 3, numéro 4, 1972

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700248ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700248ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Granier, R. (1972). Essai sur la nature de la croissance rapide des pays moins développés (1950-1969). *Études internationales*, 3(4), 516–557.
<https://doi.org/10.7202/700248ar>

NOTES ET DOCUMENTATION

ESSAI SUR LA NATURE DE LA CROISSANCE RAPIDE DES PAYS MOINS DÉVELOPPÉS (1950-1969)

par Roland GRANIER*

INTRODUCTION

Nombreux sont les *pays en voie de développement* qui, depuis vingt ans environ, paraissent engagés dans un processus de *croissance économique rapide*. C'est en effet ce que permettent de penser diverses publications internationales (émanant en particulier de l'ONU et de l'OCDE) relatives aux comptes nationaux de ces pays¹. Le tableau I présente les huit variables qui seront à la base de cette *étude macroéconomique et sectorielle* tout à la fois. Les variables X1 à X7 sont des taux de croissance annuels moyens², naturellement exprimés à prix constants. Ces taux concernent le produit total — le Produit Intérieur Brut (P. I. B.) — et par tête, la croissance démographique, la consommation privée totale, la formation intérieure brute de capital fixe, la production industrielle manufacturière, la production agricole. Quant à la variable X8, elle représente les produits intérieurs bruts *per capita* relatifs à l'année 1958 et exprimés en dollars des États-Unis. Précisons enfin que dans ce tableau I, chaque pays est affecté d'un numéro d'ordre permettant de le repérer aisément sur les graphiques de cette étude. Ajoutons encore qu'une distinction nette est par ailleurs établie entre pays en voie de développement (N^{os} 01 à 43) et pays industrialisés (N^{os} 44 à 61). D'autre part, en ce qui concerne le produit intérieur brut *par tête* exprimé en dollars des États-Unis, il nous a paru être le seul critère de *niveau* de développement — malgré ses imperfections — actuellement utilisable pour un très grand

* Docteur ès sciences économiques, l'auteur est maître de conférences à la Faculté des sciences économiques de l'Université d'Aix-Marseille. Il tient à exprimer sa gratitude à M. Gaston LEDUC, membre de l'Institut, professeur à l'Université de Paris, qui lui a prodigué conseils et encouragements lors de la réalisation de ce travail. Il remercie également son collègue et ami J.-P. MARCIANO, maître-assistant à la Faculté des sciences économiques d'Aix-Marseille, mathématicien et informaticien, qui lui a apporté une aide précieuse pour mener à bien cette étude. L'auteur assure enfin de sa reconnaissance M. J. BRUNET-JAILLY, maître de conférences, agrégé à la Faculté des sciences économiques d'Aix-Marseille, qui a mis à sa disposition les moyens matériels du Centre d'analyse économique qu'il dirige dans cette faculté pour l'exécution de cette recherche.

1. Ainsi, dans l'*Annuaire statistique* de l'ONU relatif à l'année 1969, on dispose de données concernant, dans la plupart des cas, pour chaque pays et chaque variable, les années 1950 à 1960 et 1960 à 1968. C'est cet annuaire que nous avons utilisé à titre principal. Nos sources sont notamment les tableaux N^{os} 180 (pp. 553 à 555) et 179 (pp. 550 à 552).
2. Moyennes arithmétiques de deux taux annuels moyens (portant, pour chaque pays et pour chaque variable sur les sous-périodes 1950-1960 et 1960-1968), naturellement pondérées par le nombre d'années composant chaque sous-période.

nombre de nations³. Nous ne l'utiliserons d'ailleurs que pour illustrer les considérations générales qui formeront l'introduction de cet article, en considérant simplement qu'il peut être tenu au moins pour un indicateur valable de *classement* des nations⁴. Précisons enfin que les 61 pays qui figurent dans le tableau I sont tous ceux pour lesquels les statistiques désirées existent. En d'autres termes, en la matière, nous n'avons pas *choisi* d'échantillon, nous laissant strictement guider par les possibilités de l'information disponible. C'est pourquoi l'échantillon maximal contient les 61 pays du tableau I, se répartissant en deux sous-ensembles : 43 pays en voie de développement et 18 pays industrialisés. Mais pour certaines variables, les échantillons seront plus réduits du fait de la rareté de l'information recherchée. Seule une telle attitude nous paraissait de nature à éviter les objections relatives à la signification de l'échantillon utilisé, surtout en ce qui concerne les nations en voie d'émergence...

TABLEAU I

Données de base servant aux graphiques, calculs et commentaires figurant dans le texte

N° Pays	×1	×2	×3	×4	×5	×6	×7	×8
01 Argentine	+ 3.19	+ 1.35	+ 1.84	+ 3.12	+ 1.91	+ 2.50	+ 4.49	527
02 Bolivie	+ 0.05	+ 0.37	+ 0.42	+ 2.60	+ 4.94	+ 0.62	+ 2.31	92
03 Brésil	+ 5.57	+ 2.57	+ 3.00	+ 5.77	+ 3.96	+ 4.43	—	149
04 Ceylan	+ 3.37	+ 0.87	+ 2.50	+ 3.05	+ 3.12	+ 2.67	+ 7.54	125
05 Chili	+ 3.96	+ 1.52	+ 2.44	+ 4.27	+ 3.68	+ 3.73	+ 6.20	367
06 Chypre	+ 4.72	+ 3.73	+ 0.99	+ 4.84	+ 7.82	+ 8.06	+ 4.07	462
07 Colombie	+ 4.74	+ 1.50	+ 3.24	+ 4.79	+ 2.72	+ 3.19	+ 6.26	222
08 Corée	+ 6.96	+ 4.15	+ 2.81	+ 6.13	+15.74	+ 3.60	+14.73	132
09 Équateur	+ 4.75	+ 1.57	+ 3.18	+ 5.02	+ 7.20	+ 3.42	+ 5.01	171
10 Grèce	+ 6.43	+ 5.56	+ 0.87	+ 6.11	+ 9.12	+ 4.27	+ 8.44	338
11 Guatemala	+ 4.68	+ 1.58	+ 3.10	+ 4.22	+ 7.95	+ 3.44	+ 6.27	253
12 Honduras	+ 4.34	+ 1.17	+ 3.17	+ 4.70	+ 5.62	+ 1.99	+ 7.91	191
13 Jamaïque	+ 6.90	+ 5.01	+ 1.89	+ 6.11	+ 6.06	+ 3.73	+ 8.78	355
14 Paraguay	+ 3.69	+ 1.00	+ 2.69	+ 3.54	+ 6.22	+ 2.52	+ 3.01	129
15 Pérou	+ 5.27	+ 2.54	+ 2.73	+ 5.54	+ 5.54	+ 3.18	+ 7.58	176
16 Philippines	+ 5.87	+ 2.54	+ 3.33	+ 5.53	+ 8.86	+ 5.01	+ 7.75	206
17 Porto-Rico	+ 7.07	+ 5.85	+ 1.22	+ 6.03	+10.22	- 4.3	+ 9.29	580
18 Portugal	+ 5.04	+ 4.32	+ 0.72	+ 4.58	+ 7.52	+ 0.6	+ 8.4	228
19 République dominicaine	+ 4.48	+ 0.88	+ 3.60	+ 4.80	+ 8.21	—	—	216
20 Afrique du Sud	+ 5.24	+ 2.68	+ 2.56	+ 4.56	+ 6.14	—	—	314
21 Antilles néerlandaises	- 0.38	- 1.91	+ 0.53	+ 0.68	—	—	—	1 145
22 Birmanie	+ 5.01	+ 2.82	+ 2.19	—	—	+ 3.12	+10.29	57
23 T'ai-wan	+ 8.84	+ 5.26	+ 3.58	+ 7.61	+13.32	—	—	98
24 Espagne	+ 6.70	+ 5.74	+ 0.96	+ 5.85	+10.44	—	—	326
25 Inde	+ 3.21	+ 1.06	+ 2.15	—	—	+ 1.48	—	69
26 Indonésie	+ 2.22	- 0.2	+ 2.42	—	—	—	—	85
27 Irak	+ 6.10	+ 2.81	+ 3.29	—	—	+ 1.36	+ 9.80	209
28 Israël	+ 9.23	+ 4.96	+ 4.27	+ 8.72	+ 3.68	—	—	704
29 Japon	+ 8.85	+ 7.65	+ 1.20	+ 8.24	+12.88	—	—	324
30 Malaisie	+ 2.73	+ 0.26	+ 2.47	+ 3.40	+ 3.12	—	—	34
31 Malte	+ 3.55	+ 3.62	- 0.07	+ 3.97	+ 7.88	—	—	337
32 Maroc	+ 1.76	- 1.05	+ 2.81	—	—	+ 1.72	+ 3.22	159
33 Mexique	+ 6.46	+ 3.04	+ 3.42	—	—	+ 4.47	+ 7.97	292
34 Nicaragua	+ 6.54	+ 3.22	+ 3.32	+ 6.06	+ 9.74	—	—	235
35 Nigeria	+ 8.25	+ 6.07	+ 2.18	—	—	+ 6.43	+10.77	52
36 Ouganda	+ 4.26	+ 1.76	+ 0.50	—	—	+ 3.93	+ 4.53	64
37 Pakistan	+ 3.87	+ 1.73	+ 2.14	—	—	+ 2.33	+ 7.84	66
38 Rhodésie du Sud	+ 4.55	+ 1.26	+ 3.29	+ 3.75	- 0.06	—	—	193
39 Thaïlande	+ 7.54	+ 4.3	+ 3.24	—	—	+ 5.23	+ 9.59	80
40 Turquie	+ 5.80	+ 3.02	+ 2.78	—	—	+ 3.64	+ 7.01	189
41 Uruguay	+ 1.56	+ 0.13	+ 1.43	—	- 3.35	+ 0.66	—	567
42 Venezuela	+ 7.05	+ 3.04	+ 4.01	—	—	+ 5.67	+10.02	776
43 Zambie	+ 7.23	+ 4.16	+ 3.07	+ 6.05	+ 3.72	—	—	130

3. Source : ONU : *Annuaire statistique, 1969*, tableau N° 182, pp. 557 à 561.

4. En d'autres termes, nous lui accorderons une valeur « ordinale », faute de pouvoir lui conférer sérieusement un sens « cardinal ».

TABLEAU I

Données de base servant aux graphiques, calculs et commentaires figurant dans le texte

N° Pays	×1	×2	×3	×4	×5	×6	×7	×8
44 Allemagne fédérale	+ 6.70	+ 5.20	+ 1.50	+ 6.34	+ 7.84	+ 2.11	+ 8.00	921
45 Autriche	+ 5.04	+ 4.76	+ 0.28	+ 5.33	+ 6.66	+ 1.99	—	588
46 Belgique	+ 3.55	+ 2.82	+ 0.73	+ 2.93	+ 4.10	+ 0.47	+ 4.88	1030
47 Canada	+ 4.65	+ 2.31	+ 2.34	+ 4.87	+ 5.70	+ 1.65	+ 5.38	1766
48 Danemark	+ 3.77	+ 2.98	+ 0.79	+ 3.35	+ 6.27	+ 1.25	+ 4.36	1090
49 États-Unis	+ 3.83	+ 2.21	+ 1.62	+ 4.02	+ 3.54	+ 1.16	+ 4.12	2361
50 Finlande	+ 4.38	+ 3.47	+ 0.91	+ 3.86	+ 4.67	+ 1.21	+ 5.36	815
51 France	+ 4.83	+ 3.80	+ 1.03	+ 4.87	+ 6.28	+ 2.21	+ 5.73	947
52 Irlande	+ 2.17	+ 2.27	- 0.10	+ 1.84	+ 3.50	+ 1.78	—	447
53 Italie	+ 5.27	+ 4.58	+ 0.69	+ 4.80	+ 6.70	+ 2.45	+ 7.42	528
54 Norvège	+ 4.31	+ 3.35	+ 0.96	+ 3.40	+ 4.58	+ 0.17	+ 4.44	1035
55 Royaume-Uni	+ 2.83	+ 2.3	+ 0.53	+ 2.68	+ 5.45	+ 2.42	+ 3.11	1091
56 Suède	+ 3.98	+ 3.3	+ 0.68	+ 3.46	+ 5.68	+ 0.08	+ 5.05	1391
57 Australie	+ 4.44	+ 2.27	+ 2.17	+ 3.77	+ 5.63	—	—	1267
58 Islande	+ 4.85	+ 2.83	+ 2.02	+ 4.83	+ 10.30	—	—	1104
59 Nouvelle-Zélande	+ 3.71	+ 1.58	+ 2.13	—	—	—	—	1288
60 Pays-Bas	+ 4.82	+ 3.52	+ 1.30	+ 4.74	+ 7.07	—	—	767
61 Suisse	+ 4.11	+ 2.57	+ 1.54	+ 3.84	+ 6.53	—	—	1293

Signification des variables :

×1 : Taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut (P.I.B.) au coût des facteurs.

×2 : Taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut (P.I.B.) par tête.

×3 : Taux de croissance annuel moyen de la population totale.

×4 : Taux de croissance annuel moyen de la consommation privée.

×5 : Taux de croissance annuel moyen de la formation brute de capital fixe.

×6 : Taux de croissance annuel moyen de la production agricole.

×7 : Taux de croissance annuel moyen de la production industrielle manufacturière.

×8 : Revenus par tête en \$/É.-U. (1958).

Remarque : Les taux de croissance annuels moyens (×1 à ×7) se réfèrent à la période 1950-1968.

Considérons donc le tableau I. Ses principaux enseignements peuvent être caractérisés comme suit, en termes de moyennes :

Variables	Pays peu développés (moyenne des taux)	Pays industrialisés (moyenne des taux)
Croissance du produit total (×1)	5.07	4.29
Croissance du produit par tête (×2)	2.62	3.18
Croissance démographique (×3)	2.45	1.11
Croissance de la consommation privée (×4)	4.72	4.05
Croissance de la formation brute de capital (×5)	6.80	5.91
Croissance de la production agricole (×6)	3.18	1.46
Croissance de la production industrielle manufacturière (×7)	7.37	5.26

Ces chiffres représentent les moyennes arithmétiques des taux de croissance de chaque variable au sein des deux groupes de pays.

Une première remarque s'impose : dans l'ensemble les moyennes des taux sont beaucoup plus élevées pour les pays pauvres que pour les nations riches. Certes ceci ne peut être considéré comme un avantage pour le Tiers-Monde sur le plan démographique. Il reste que si l'on ne prend en considération que les variables autres que la croissance de la population et la progression du produit par tête, on ne peut nier la supériorité des taux présentés par les pays pauvres, en moyenne.

Un examen attentif du tableau I est d'ailleurs plus enrichissant encore. Considérons *par exemple* les taux de croissance des produits totaux (×1) et des productions industrielles manufacturières — industrie à l'exclusion des activités extractives — (×7). On constate que les intervalles de variation sont beaucoup plus étendus dans les pays du Tiers-Monde que dans le monde riche. Ainsi pour ×1, les taux vont de 0.05 (Bolivie) à 9.23 (Israël) dans le premier

groupe de pays, et de 2.17 (Irlande) à 6.70 (Allemagne fédérale) dans le second groupe. De même, pour $\times 7$, la dispersion des taux se situe entre 2.31 (Bolivie) et 14.73 (République de Corée), d'une part, et 3.11 (Royaume-Uni) et 8.00 (Allemagne fédérale), d'autre part. Des observations analogues pourraient être faites pour les autres variables de ce tableau, et cela suggère une opposition entre l'hétérogénéité des comportements de croissance dans le Tiers-Monde et la plus grande homogénéité de ces mêmes comportements constatée dans le groupe des pays développés. *Mais* cette constatation, pour exacte qu'elle soit, ne doit pas cacher une autre réalité, *beaucoup plus essentielle*. Continuons à raisonner sur $\times 1$ (croissance du produit total) et $\times 7$ (croissance de la production industrielle). Admettons qu'en moyenne les pays du monde riche ont vu, de 1950 à 1968, leur produit global croître au taux de 4.29% l'an et leur production manufacturière progresser au rythme annuel moyen de 5.26%. Une évidence surgit alors : 30 pays en voie de développement — sur 43 — ont des taux supérieurs à cette moyenne si l'on considère $\times 1$. Et 20 nations pauvres — sur 27 pour lesquelles les données existent — offrent des taux supérieurs à la moyenne calculée pour les pays riches si l'on retient $\times 7$.

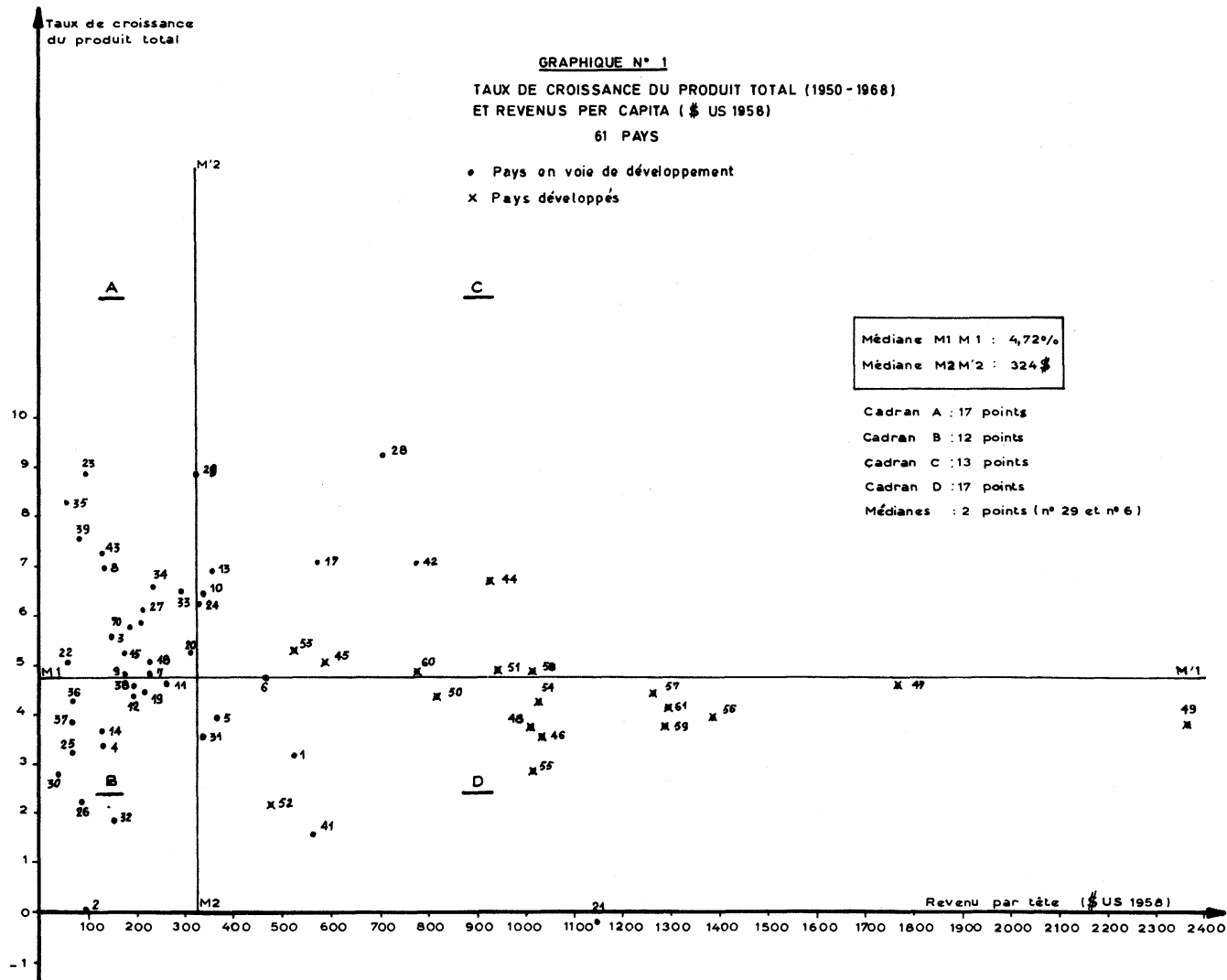
Ainsi la croissance rapide des pays moins développés recouvre sans doute une grande diversité de situations. Mais cette diversité n'empêche que la plupart d'entre eux présentent des rythmes de croissance bien supérieurs à ceux observés en moyenne dans les pays riches.

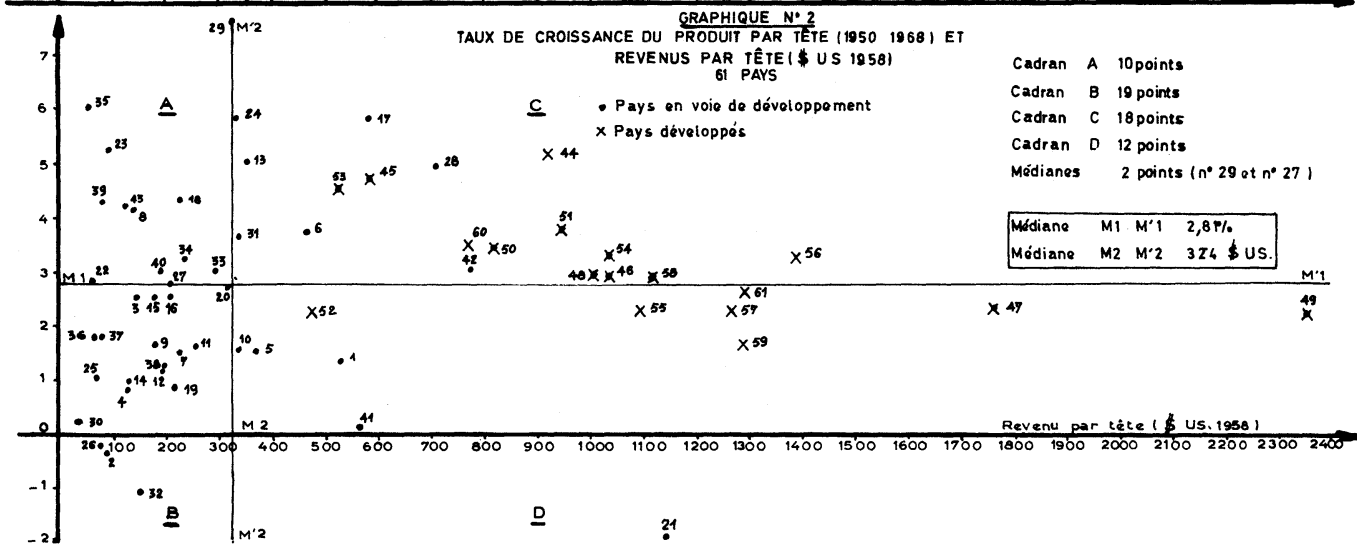
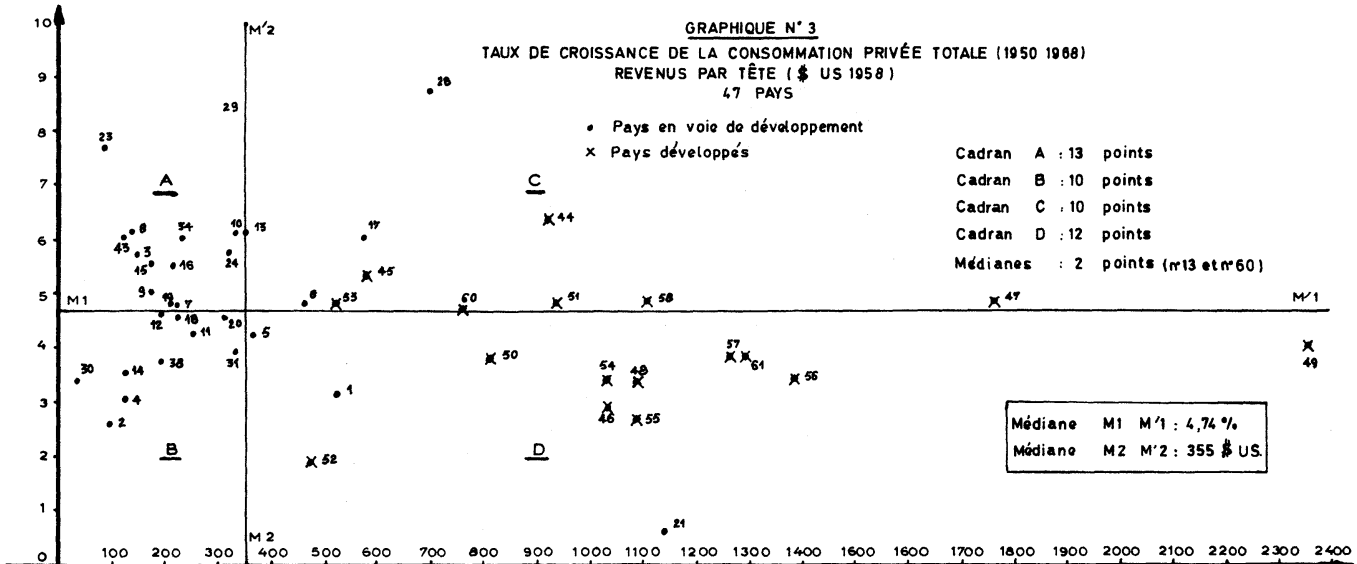
Transposons en termes graphiques certains enseignements du tableau I (*supra*). Les graphiques 1 à 6 « croisent » les taux de croissance annuels moyens de six variables caractéristiques (produit total, produit moyen, consommation privée, formation brute de capital fixe, production agricole, production industrielle) avec les revenus par tête constatés en 1958 — exprimés en \$/É.-U. Sur chaque graphique deux médianes (M1 M'1 pour les taux de croissance et M2 M'2 pour les revenus par tête) partagent le nuage de points obtenu en 4 cadrans. Ainsi dans chaque échantillon — dont l'importance est strictement dépendante des données disponibles — le cadran A concerne les pays les plus pauvres de l'échantillon pour lesquels la variable considérée progresse rapidement, le cadran B ceux, au contraire, qui sont pauvres et qui présentent une assez faible progression de la variable étudiée ; les cadrans C et D concernent pour leur part les pays les moins favorisés de chaque échantillon et présentent respectivement ceux qui connaissent les croissances les plus rapides et les plus faibles pour chaque variable prise en considération. Cette présentation autorise une étude synthétique et rapide des informations contenues dans le tableau I.

Il n'est pas sans intérêt de noter en effet que, sur ces dix graphiques, le cadran A est toujours le mieux « garni », si l'on fait abstraction des informations relatives à la croissance du produit par tête (graphique 2), aux côtés du cadran D. Ceci signifie naturellement que, pour la plupart des variables analysées, la majorité des échantillons est composée de pays très pauvres mais à croissance rapide (cadran A), et de pays moins pauvres (voire riches pour nombre d'entre eux) à croissance sensiblement plus lente (cadran D). On peut compléter cette observation en soulignant que, dans les cadrans D, les pays développés — symbolisés par des croix sur les graphiques — sont toujours les plus nombreux.

Par ailleurs, de façon en quelque sorte « symétrique » des observations qui précèdent, remarquons que si de nombreux pays meublent en général le cadran B, tous peu développés par définition, on en trouve également une proportion non négligeable dans le cadran C, notamment sur les graphiques 1 (produit total), 5 (production agricole) et 6 (production industrielle).

Au total, il paraît donc difficile de soutenir — comme cependant nombre d'observateurs superficiels le font encore — qu'en longue période les pays peu développés s'enlisent dans la stagnation.





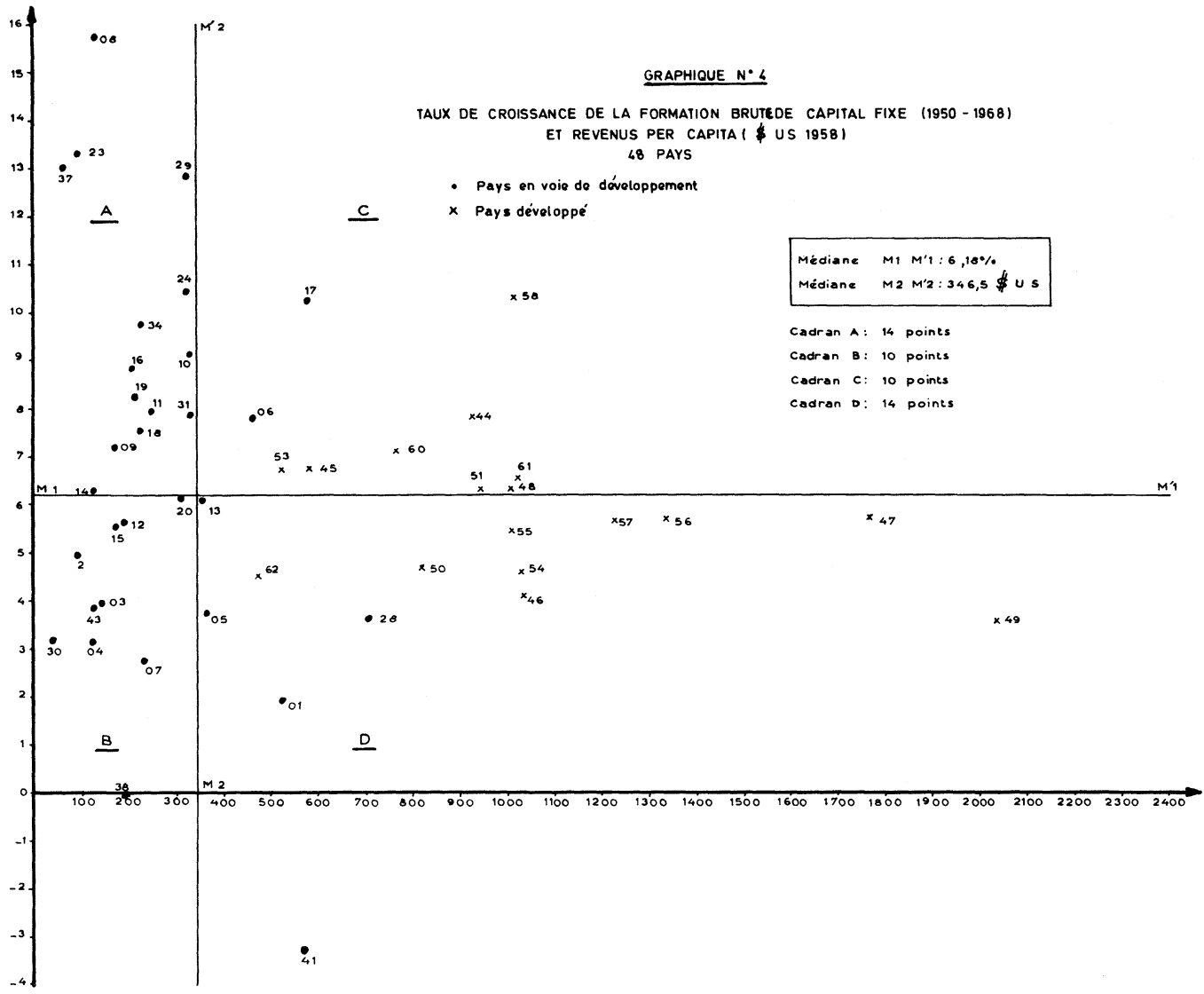
GRAPHIQUE N° 4

TAUX DE CROISSANCE DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (1950 - 1968)
 ET REVENUS PER CAPITA (\$ US 1958)
 48 PAYS

• Pays en voie de développement
 x Pays développé

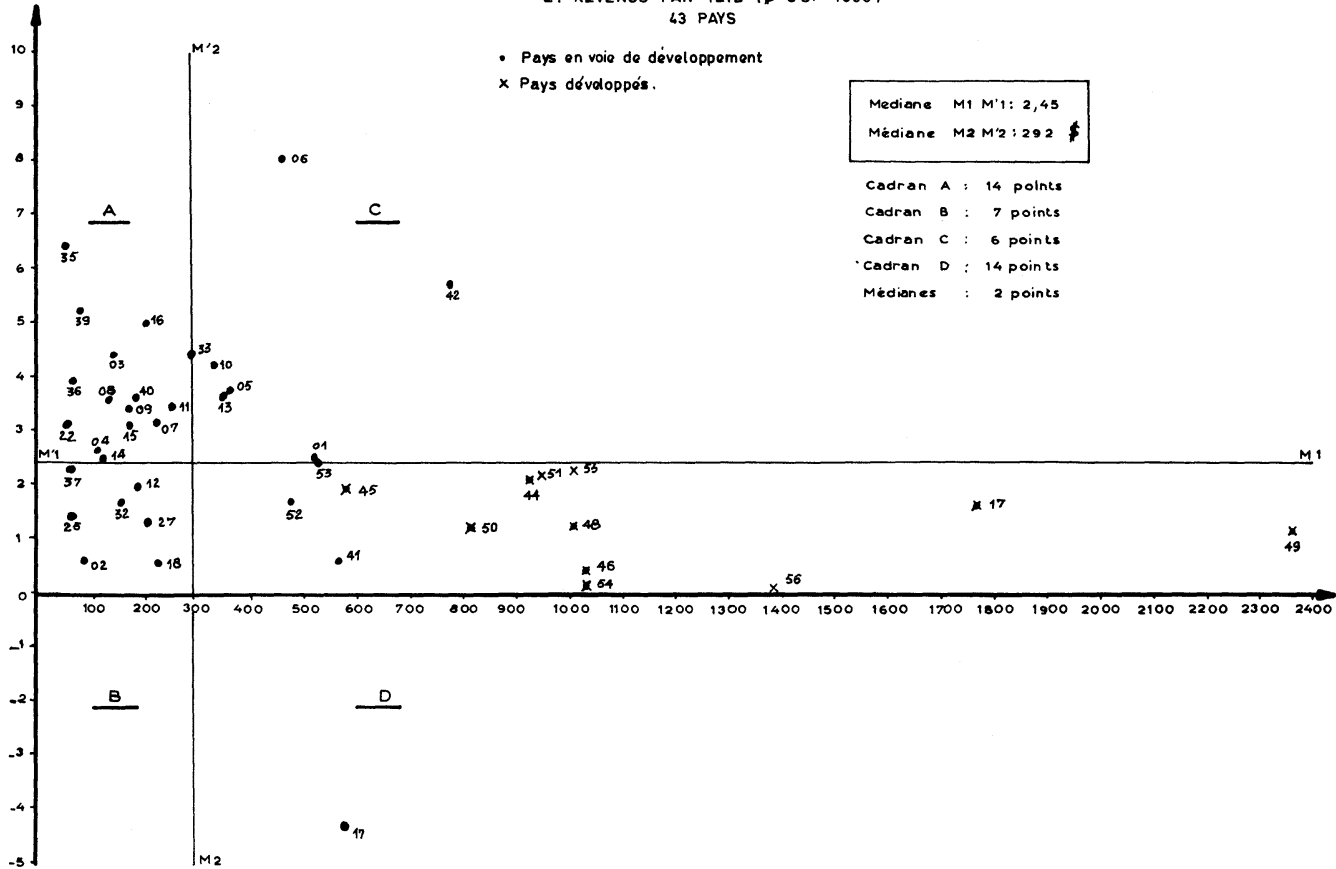
Médiane M1	M'1 : 6,10%
Médiane M2	M'2 : 346,5 \$ US

Cadran A : 14 points
 Cadran B : 10 points
 Cadran C : 10 points
 Cadran D : 14 points



GRAPHIQUE N°5

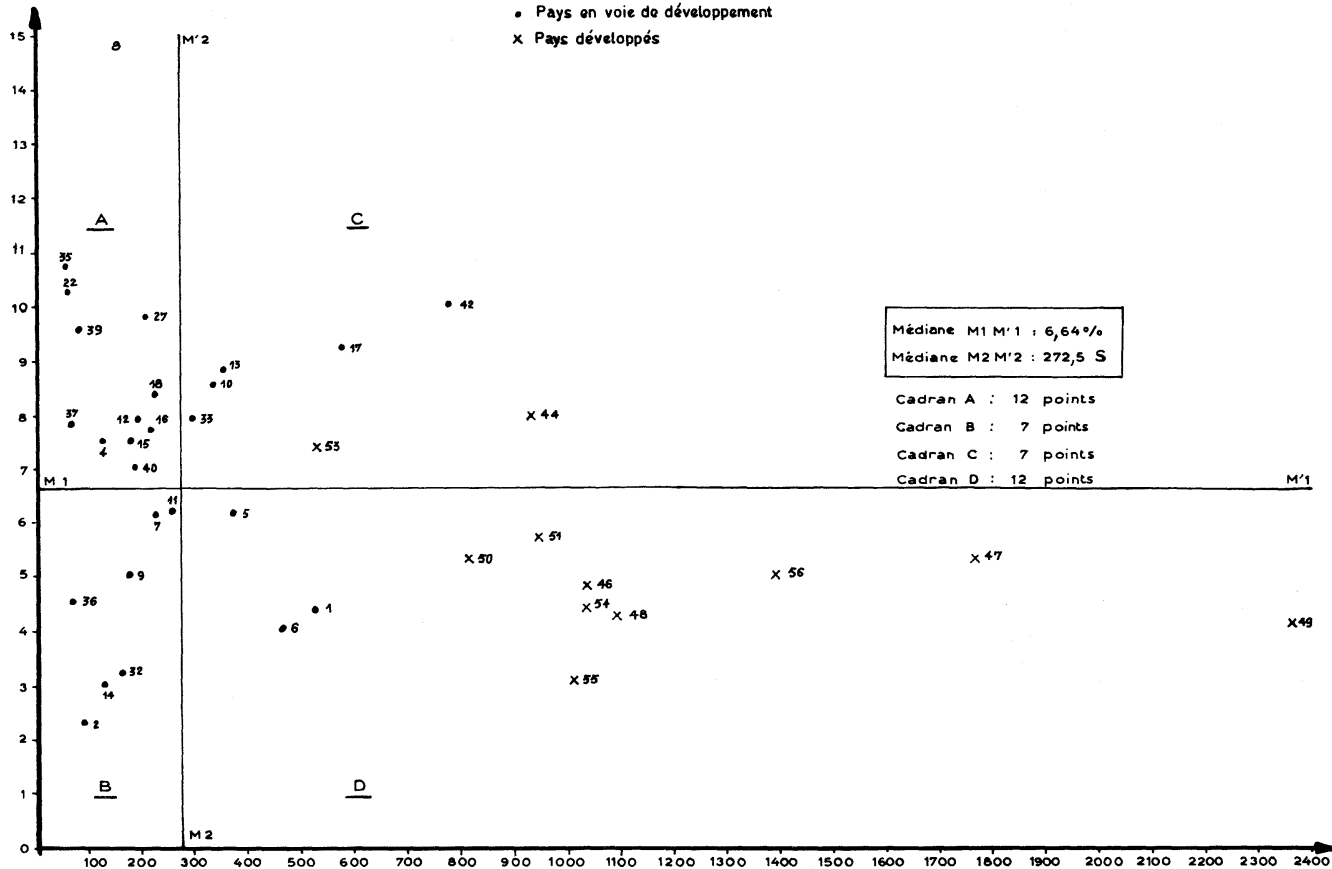
TAUX DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION AGRICOLE (1950-1968)
ET REVENUS PAR TÊTE (\$ US. 1958)
43 PAYS



GRAPHIQUE N°6

TAUX DE CROISSANCE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE MANUFACTURIÈRE (1950-1968)
ET REVENUS PAR TÊTE (\$ US 1958)
38 PAYS

• Pays en voie de développement
x Pays développés



Ceci nous conduira à livrer un certain nombre de réflexions qui nous paraissent fondamentales avant d'aborder le cœur de cette étude qui sera consacrée à la *nature* de la croissance rapide enregistrée depuis bientôt vingt ans dans de nombreux pays pauvres.

Revenons en *premier lieu* sur la distinction entre *taux et performances de croissance*.

Pour un pays pauvre progressant à un taux élevé, la performance est souvent faible. Inversement, elle est élevée pour un pays riche progressant à un taux relativement bas. Le problème mérite sans doute d'être soulevé. Selon nous, cependant, la distinction perd une bonne partie de son intérêt dès que l'on raisonne en assez longue période, ce qui est notre cas. C'est qu'ici, en effet, intervient le jeu des intérêts composés, pour reprendre une expression chère à Rostow.

Expliquons-nous. Pour la plupart des pays pauvres examinés, nous trouvons des taux de croissance annuels moyens très substantiels⁵, non seulement supérieurs dans l'ensemble à ceux atteints par les pays industrialisés, mais encore très certainement plus élevés que ceux atteints au XIX^e siècle, par les nations aujourd'hui développées.

Si, en 1971, nous observions que de tels taux sont enregistrés, dans les nations en voie de développement, depuis deux ou trois ans, nous pourrions accepter l'idée que des taux élevés correspondent à de faibles performances. Mais dans le cadre de nos observations, cela nous semble inacceptable, et pour deux raisons.

Tout d'abord, il doit être clair que si une variable croît régulièrement au taux de 5% ou 6% l'an pendant quinze ou dix-huit ans, son niveau absolu est considérablement modifié au terme de la période. Il ne peut en être autrement. Comme l'écrit Arthur Lewis, à ce rythme-là, il suffirait de cinq ou six décennies pour que le niveau de vie actuel de la Grande-Bretagne soit atteint dans plusieurs pays en voie de développement⁶.

Ensuite, dans quelle optique la performance de croissance doit-elle être appréciée? À notre sens, s'agissant de nations pauvres, et qui l'étaient bien davantage encore vers 1950, la croissance des grandeurs caractéristiques observée au terme de quinze ou dix-huit ans doit s'apprécier *dans l'optique de ces pays eux-mêmes*. Les comparaisons internationales — entre pays peu développés et pays industrialisés — des performances de croissance risquent, en pareil domaine, de masquer des réalités essentielles. Après tout, qui nierait que les É.-U. connaissaient vers 1850 ou 1860 des accroissements absolus de produit inférieurs à ceux qu'ils réalisent aujourd'hui? Autrement dit, n'est-il pas déraisonnable de comparer, pour en tirer des conclusions décourageantes, des résultats acquis par des nations se situant à des niveaux *incomparables* de développement?

Il nous paraît personnellement contraire à tout bon sens de refuser, comme on le fait souvent encore, toute signification à des taux de croissance annuels moyens qui s'avèrent avoir atteint des niveaux très élevés pendant plus de quinze ans⁷.

Dans le même ordre d'idées d'ailleurs, l'argument faisant appel à l'aspect « logistique » de la croissance nous paraît peu convaincant. Tout d'abord, l'expérience des pays riches,

5. Période 1950-1968 : 5.30% pour le P. I. B. au coût des facteurs, 4.98% pour la consommation privée, 6.8% pour la F. B. C. F., 7.37% pour les industries manufacturières, 3.1% pour la production agricole.

6. W. Arthur LEWIS : « Objectives and Prognostications », rapport au Colloque de l'Association internationale de sciences économiques, 1970 (polycopié, Bled, Yougoslavie) : cf. p. 9.

7. Arthur LEWIS a récemment poussé ce raisonnement à l'extrême (*op. cit.*). Au début de son rapport il écrit en effet : « I have never been much impressed by "the revolution of rising expectations", or "the demonstration effect", or "the importance of closing gap", so these remarks will concentrate on the prospects of the less developed countries, without reference to what may happen simultaneously to the living standards of the more developed. The central objective is taken to be to raise the level of living of the masses of the people in LDC's as rapidly is feasible, with all the problems hidden in the word "feasible" » (p. 1).

Et il conclut : « What will happen to the gap between the rich and the poor countries? I do not know the answer, and, to end where I began, since I think who matters is the absolute progress of LDC's and not the size of the gap I do not care » (p. 10).

notamment en Europe occidentale depuis 1950, laisse sceptique quant à l'existence d'une loi logistique de croissance. De plus, même à supposer qu'il soit exact d'affirmer que les nations doivent nécessairement voir leur taux de croissance ralentir au fur et à mesure qu'elles s'enrichissent, on ne voit pas en quoi cette argumentation pourrait conduire à ne pas attacher d'importance à la rapide croissance des nations pauvres actuellement observée. En d'autres termes, si les pays peu développés connaissent des taux de croissance élevés assortis de faibles performances *annuelles* — mais nécessairement substantielles au terme de 10, 15 ou 20 ans — ils ne font qu'amorcer le processus suivi avant eux par les pays industrialisés, si tout est qu'un schéma logistique de croissance corresponde à une réalité. Et cela ne peut ni ne doit conduire à un quelconque scepticisme quant à la réalité de leur croissance.

En second lieu, et sur un tout autre plan, il faut souligner que l'observation de la rapide croissance du monde en voie de développement n'est plus chose tout à fait nouvelle à l'heure actuelle. Certes cette observation n'est sans doute pas aussi banale que celle consistant à affirmer, par exemple, que le monde riche ne cesse de croître et que sa progression s'est même dans l'ensemble accélérée depuis vingt ans. Il reste qu'au cours des années 1960 divers travaux ont commencé à aborder la question d'une rapide croissance économique dans nombre de pays du Tiers-Monde, et ce, en France⁸ comme dans d'autres pays⁹.

Plus récemment, Simon Kuznets se livrait à ce propos à des remarques non dépourvues d'optimisme¹⁰. Constatant qu'il n'est pas question de nier que depuis une centaine d'années le *gap* entre nations riches et pauvres n'a pu que s'accroître, il remarque néanmoins : « Cependant, cet écart grandissant ne fut pas dû au déclin ou à la stagnation du produit *per capita* des pays moins développés pris dans leur ensemble. En fait, dans la mesure où l'on peut se fier aux moyennes, le produit par tête de nombreux pays moins développés s'accrut substantiellement ; et l'on ne peut découvrir pour aucun de ces pays de déclin significatif dans le long terme ».

Et notre auteur de constater ensuite que la croissance fut extrêmement rapide dans les pays industrialisés comme dans les pays pauvres depuis le second après-guerre, la croissance du produit total notamment ayant été nettement plus rapide dans l'ensemble des pays en voie de développement que dans le groupe des nations riches. Seule, la rapide croissance démographique des nations peu développées remet en cause cette observation au niveau des produits *per capita*¹⁰.

-
8. En ce qui concerne la France, le professeur Claude ZARKA fut (dès 1962) le premier ou l'un des premiers à souligner la rapide progression économique enregistrée au cours de la décennie 1950 par divers pays peu développés. Voir son article, bref et percutant : « Les inégalités économiques entre nations tendent-elles à croître? », *Revue économique*, 1962, N° 5, pp. 736 à 754. Cet article devait entraîner une contribution non moins intéressante du professeur Gaston LEDUC sur le même thème : « Les inégalités économiques entre nations ont-elles tendance à s'accroître? », *Journal de la Société de Statistique de Paris*, avril-juin 1964, pp. 95 à 102. Notons également, dans une perspective très voisine, un apport important du doyen Alain BARRÈRE : « Tiers-Monde et développement », *Recherche sociale*, septembre-octobre 1966, Paris. Pour notre part nous avons fait une étude systématique des croissances des pays peu développés et des nations industrialisées, pour la période 1953-1963. Voir : R. GRANIER, *Rythmes de croissance et inégalités internationales de développement*, Éditions Cujas, Paris, 1968. En France toujours, le professeur André PIATIER poursuit également des recherches qui confirment la rapide croissance d'une grande partie du Tiers-Monde. Voir sa récente contribution, résumant ses convictions, dans *Le Figaro* des 8 et 9 avril 1972 : « Le pessimisme sans mesure n'est pas de mise », p. 8 du journal.
9. Par exemple : LEWIS : « A Review of Economic Development », *A. E. R.*, mai 1965. Se référant aux données 1950, A. W. Lewis écrivait : « Des taux de croissance supérieurs à 4% ont prouvé que le capital, l'esprit d'entreprise, la qualification et le commerce extérieur ne sont pas des obstacles aussi importants qu'on l'avait primitivement supposé ».
10. S. KUZNETS : « The Gap : Concept, Measurement, Trends », Rapport au Colloque de l'Association internationale de sciences économiques, 1970 (Bled, Yougoslavie). Nous nous référons ici à la version polycopiée du rapport.

Ce sont là des conclusions qui, pour nous, n'ont plus rien de surprenant.

Nous désirerions cependant insister sur deux points :

— *Tout d'abord*, quelle que soit la variable qui se trouve « croisée » avec le produit par tête (graphiques 1 à 6) la supériorité relative des taux de croissance des pays pauvres est flagrante, sauf peut-être pour les produits *per capita*.

Nous faisons cette observation sur l'ensemble de la période 1950-1968. Nous l'avions déjà faite pour la période 1953-1963. Claude Zarka et Gaston Leduc la constataient pour la période 1950-1960. Alain Barrère en convenait au moins partiellement pour cette décennie. Lewis en semble convaincu. Kuznets en est persuadé pour la période 1957-1967 notamment¹¹. Parmi les auteurs que nous avons pu lire récemment, on peut encore citer Kenneth E. Boulding et Martin Pfaff, qui, dans une contribution commune au problème qui nous occupe, vont jusqu'à dire des pays ayant un revenu par tête supérieur à \$150/É.-U. : *The poorer the faster, the richer the slower*, en s'appuyant sur des statistiques relatives aux premières années de la décennie 1960¹². Enfin, lorsque nous avons procédé aux moyennes pondérées qui nous ont conduit à l'obtention de taux de croissance sur la période 1950-1968, nous avons pu constater que les écarts entre les taux annuels des périodes 1950-1960 et 1960-1968 sont généralement très faibles dans les deux catégories de nations.

Autrement dit, les fortes croissances observées se sont étalées avec une grande régularité sur l'ensemble de la période sous examen. Tous les témoignages concordent sur ce point : des taux très élevés, mais à caractère accidentel, sont totalement à exclure.

— Par ailleurs la pression « déprimante » de la variable démographique s'est indiscutablement exercée dans le lot des pays pauvres examinés, pendant la période d'observation. Sur ce point le tableau I est probant : seuls des pays en voie de développement connaissent des taux de croissance démographique très supérieurs à 2% l'an. Tout le monde n'adopte cependant pas sur ce point une attitude pessimiste¹³.

Quoi qu'il en soit, pour notre part, nous insisterons sur un autre aspect de la question. La rapide croissance du produit global et de quelques-uns de ses éléments composants les plus importants (production agricole et production industrielle manufacturière) semble prouver qu'une croissance économique sérieuse et soutenue peut survenir *malgré* une croissance démographique rapide. Autrement dit, les accroissements du produit par tête dépendent sans doute de la croissance de la population, mais dépendent autant de la *croissance économique*. Et après tout, nous constatons que les taux de croissance du produit *per capita* ont partout été positifs pendant la période étudiée (graphique 2). Si l'on fait en outre appel à l'histoire des pays aujourd'hui riches, on ne peut sérieusement nier que partout la « révolution démographique » a accompagné, et souvent *suivi* la « révolution industrielle ». Pour le dire autrement, n'est-il pas plus ou moins abusif de vouloir absolument faire de la révolution démographique un préalable

11. *IBID.*, pp. 9 et 10.

12. Kenneth E. BOULDING et Martin PFAFF : « The Grants Economy and the Development Gap ». Rapport au colloque de l'Association internationale de sciences économiques, 1970 (Bled, Yougoslavie), voir pp. 1 à 4.

13. KUZNETS (*op. cit.*) ne semble pas dramatiser la question. Arthur LEWIS de son côté écrit : « On fait des progrès dans le contrôle démographique. Le problème n'est pas dans les attitudes populaires ; la proportion des femmes des pays moins développés qui souhaitent planifier leur famille est déjà plus grande que les ressources disponibles pour les aider. L'un des problèmes est que les techniques que nous utilisons à présent sont soit chères (comme les pilules) soit non entièrement sûres (comme les dispositifs intra-utérins). Les taux de natalité commencent à baisser, mais plutôt lentement, sauf dans les pays qui ont légalisé l'avortement. La croissance de la population continuera à être une contrainte majeure pour la croissance du produit par tête au moins pour le reste de ce siècle ». (Colloque de l'A. I. S. E., *op. cit.*, p. 6).

du développement ? Cela va à l'encontre des plus importantes expériences historiques ¹⁴. De plus l'expérience actuelle des pays pauvres semble indiquer que croissance économique et croissance démographique peuvent se comporter comme des variables largement indépendantes. Rien n'interdit de penser à notre avis, que la croissance économique doit précéder et éventuellement induire la révolution démographique contrairement à ce qu'avancent encore bien des « schémas » de développement.

Enfin, *pour en terminer avec ces généralités*, soulignons que les comparaisons internationales de croissance faites à partir de taux calculés de façon identique pour tous les pays, ont une portée limitée quand les niveaux de développement des divers pays sont très disparates. Mais loin de limiter la signification de nos observations une telle remarque, à notre sens, la renforce. Il est en effet évident qu'un gain, disons de 5% du produit ou du revenu, n'a pas la même dimension en pays riche qu'en pays pauvre. Ici, l'état de pauvreté conduit sans doute à conférer une utilité bien plus élevée aux accroissements du produit ou du revenu que ce n'est le cas en milieu développé. Les théoriciens du « bien-être » savent bien cela et l'on ne voit pas ce qui pourrait interdire l'application de certains des plus fondamentaux enseignements néoclassiques au domaine qui nous occupe. Pour bien faire il conviendrait de mettre au point un système de pondération des rythmes de croissance inversement proportionnel au degré de richesse des pays examinés. Une telle intention n'est pas dans notre propos. Il reste que l'idée mérite selon nous d'être soulevée. Elle conduirait à « renforcer » l'importance de la croissance d'une grande partie du Tiers-Monde, tout en en donnant une mesure quantitativement plus réaliste.

* * *

Ces quelques observations, préliminaires et très générales pour l'instant, autorisent à notre sens une investigation consistant à poser les questions suivantes — et à tenter d'y apporter réponse en utilisant des moyens de mesure statistique et l'interprétation théorique des observations et mesures :

— Peut-on tout d'abord, du côté de l'offre globale et des éléments la composant, dégager des relations significatives entre la croissance du produit total, la croissance agricole et la croissance industrielle ? Tel sera l'objet de la première partie de cet essai.

— Est-il ensuite possible de relier la rapide croissance du produit aux principaux éléments de la demande globale, et notamment aux croissances de la consommation privée et de la formation brute de capital fixe ? Nous aborderons cette question dans une seconde partie de l'étude.

Nous disposerons alors de quelques informations fondamentales pour tenter de caractériser, en conclusion, la nature de la croissance rapide observable depuis près de vingt ans dans bien des pays du Tiers-Monde.

1 — CROISSANCE INDUSTRIELLE, CROISSANCE AGRICOLE ET CROISSANCE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT DANS LES NATIONS MOINS DÉVELOPPÉES

Nous concentrerons principalement notre attention sur les 43 pays en voie de développement du tableau I, désormais.

Seront mesurées et étudiées :

- La relation « croissance du produit/croissance industrielle » ;
- La relation « croissance du produit/croissance agricole » ;
- La liaison entre croissance du produit, croissance industrielle et croissance agricole.

14. Faut-il rappeler qu'on explique le plus souvent la révolution démographique par la prise de conscience de la possibilité d'accéder à des niveaux de vie plus importants, consécutivement au « démarrage » économique des pays aujourd'hui riches ?

Nous présenterons successivement nos mesures, puis quelques remarques sur les échantillons utilisés. Enfin, nous procéderons à un essai d'interprétation des résultats des mesures statistiques effectuées.

1.1 — LES MESURES ET LEURS RÉSULTATS

1.1.1 — Croissance du produit intérieur brut (×1) et croissance de la production industrielle manufacturière (×7)

Les données nécessaires à la mise en relation de ces deux variables existent pour 27 pays peu développés. Les résultats obtenus sont les suivants :

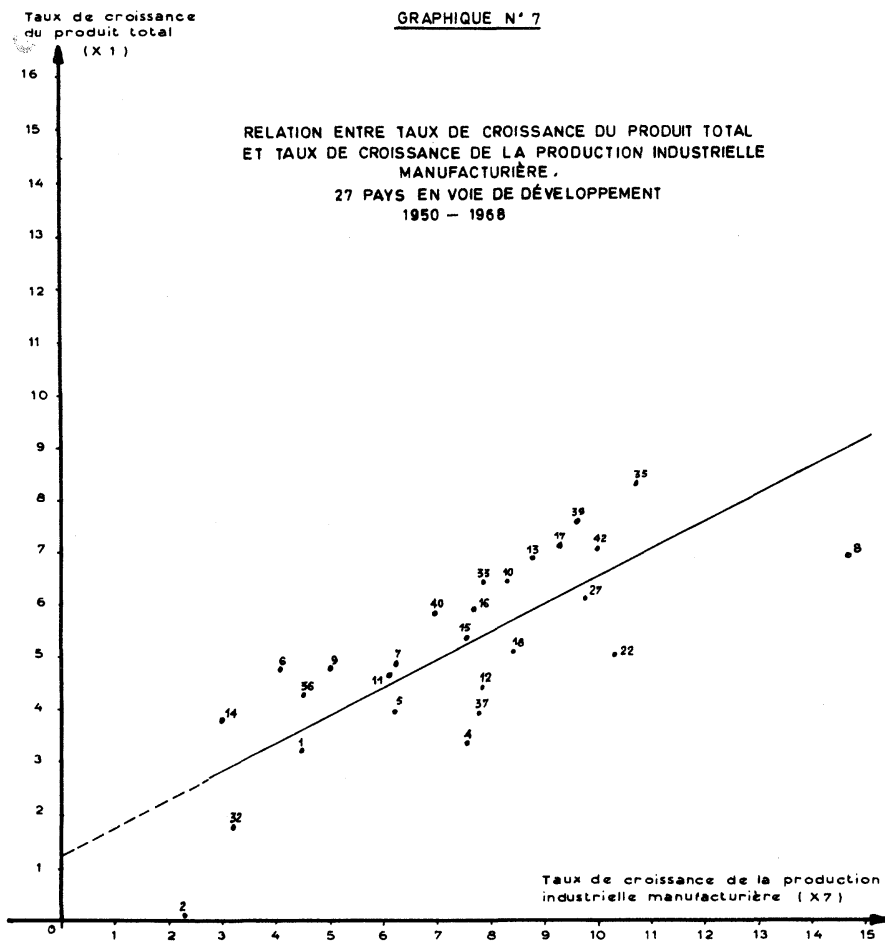
$$\begin{aligned} \times 1 &= 0.5116 \times 7 + 1.3062 \\ &(0.0615) \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \times 7 &= 1.1887 \times 1 + 1.3357 \\ &(0.142) \end{aligned}$$

On a $r = 0.78$ et $r^2 = 0.608$. Le coefficient r diffère significativement de 0 au seuil 0.001.

Selon les critères habituellement utilisés cette corrélation peut être tenue pour significative.

Le graphique 7 présente le nuage de points correspondant.



1.1.2 — Croissance du produit intérieur brut ($\times 1$) et croissance de la production agricole ($\times 6$)

Les données sont cette fois disponibles pour 30 pays moins développés. La corrélation obtenue n'est pas du tout significative: $r^2 = 0.124$. Le graphique 8 présente le nuage de points correspondant et la droite de régression de $\times 1$, en $\times 6$ (trait plein). Un examen de ce graphique suggère cependant que deux pays, le N° 6 (Chypre) et le N° 17 (Porto-Rico) sont à eux seuls responsables d'un important déplacement de la droite de régression et qu'ils aggravent la dispersion du nuage de points. L'élimination de ces deux nations, de fort petite taille, et sans doute peu représentatives du monde en voie de développement, conduit à un calcul de corrélation bien meilleur pour les 28 pays qui restent:

$$\times 1 = 0.9598 \times 6 + 1.7948$$

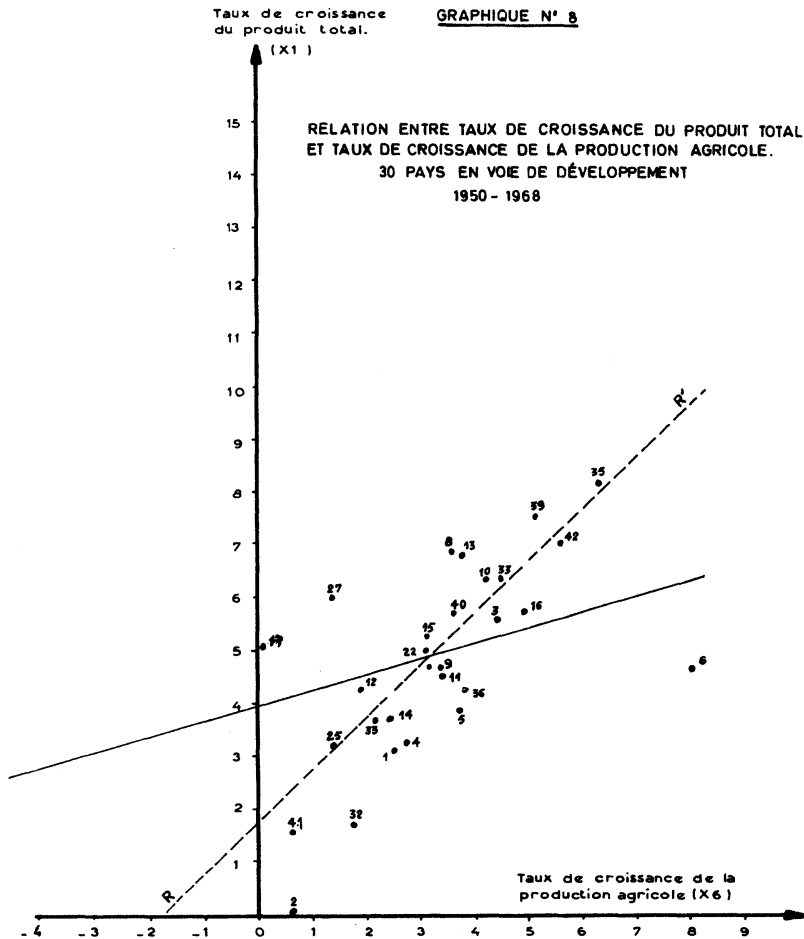
(0.157)

$$\times 6 = 0.6137 \times 1 + 0.2043$$

(0.10)

On a $r = 0.768$ et $r^2 = 0.589$. Le coefficient r diffère significativement de 0 au seuil 0.001.

L'ajustement peut être considéré comme significatif. Sur le graphique 8 la nouvelle droite de régression est la droite R' .



1.1.3 — Croissance du produit intérieur brut (×1), de la production agricole (×6) et de la production industrielle (×7):

La mise en corrélation multiple de ces trois variables est possible pour 25 pays, compte tenu de l'information disponible. On obtient:

$$\begin{aligned} \times 1 &= 0.075 + 0.613 \times 6 + 0.393 \times 7 \\ &\quad (0.127) \quad (0.066) \end{aligned}$$

avec $r = 0.904$ et $r^2 = 0.817$.

Cette corrélation est naturellement tout à fait significative¹⁵.

1.1.4 — Les corrélations dans les pays développés

Nous ne nous intéressons à ces pays qu'à titre de comparaison. Signalons simplement que la corrélation entre les taux de croissance du produit intérieur brut (×1) et ceux de la production industrielle (×7) est excellente. On obtient en effet pour 11 couples d'observation:

$$\begin{aligned} \times 1 &= 0.674 \times 7 + 0.8279 \\ &\quad (0.0846) \\ \times 7 &= 1.2994 \times 1 - 0.4229 \\ &\quad (0.163) \end{aligned}$$

avec $r = 0.93586$ (différent significativement de 0 au seuil 0.001) et $r^2 = 0.8758$.

Par contre la corrélation entre ×1 (produit intérieur brut) et ×6 (produit agricole) n'a aucun caractère significatif:

$$r = 0.2404 \text{ et } r^2 = 0.0578\dots$$

1.2 — REMARQUES SUR LES ÉCHANTILLONS DE PAYS MOINS DÉVELOPPÉS SUR LESQUELS PORTENT LES MESURES

La corrélation entre croissance du produit total et croissance de la production industrielle manufacturière porte sur vingt-sept pays¹⁶. La modification de l'échantillon est la suivante lorsqu'on passe de cette corrélation à celle entre croissance du produit et croissance de la production agricole qui porte sur 28 pays: nous l'avons vu, Chypre et Porto-Rico disparaissent; par contre apparaissent le Brésil, l'Inde et l'Uruguay. Enfin au niveau de la corrélation multiple entre croissance du produit, croissance industrielle et croissance agricole, ces trois derniers pays disparaissent à nouveau¹⁷. Ces variations d'échantillonnage s'expliquent à la fois par la contrainte de la rareté relative des renseignements disponibles — variable selon les données recherchées — et par notre désir de tenir compte chaque fois du plus grand nombre possible d'informations.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas inutile de donner quelques précisions sur les masses démographiques représentées par ces groupes de pays. Notons donc que les 28 pays sur lesquels porte la corrélation entre taux de croissance des produits intérieurs bruts et taux de croissance

15. Tests de STUDENT sur la dépendance ×1-×6 et sur la dépendance ×1-×7 (seuil de signification: 0.001): On lit sur la table de la loi de Student: $t = 3.79$; pour la dépendance ×1-×6 le calcul donne $t = 4.820$, donc $t > t$; pour la dépendance ×1-×7 le calcul indique $t' = 5.907$, donc $t' > t$. Au total à un seuil de 0.001 près, ×6 et ×7 ne sauraient être respectivement considérés comme indépendants de ×1. La corrélation est donc significative. Précisons par ailleurs que les coefficients de corrélation simples entre ×1 et ×6 ($r = 0.727$) et entre ×1 et ×7 ($r = 0.79$) observés dans ce lot de 25 couples de données diffèrent tous deux significativement de zéro au seuil de 0.001. Par contre le coefficient de corrélation entre ×6 et ×7 ($r = 0.415$) est peu significatif.

16. Argentine, Bolivie, Ceylan, Chili, Chypre, Colombie, Corée (Rép. de), Équateur, Grèce, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Paraguay, Philippines, Porto-Rico, Portugal, Birmanie, Irak, Maroc, Mexique, Nigeria, Ouganda, Pakistan, Thaïlande, Turquie, Venezuela.

17. Ce qui revient à dire que cette corrélation multiple porte sur les pays énumérés dans la note (16) ci-dessus, à l'exception de Chypre et Porto-Rico.

des productions agricoles rassemblaient en 1968, un milliard et 153 millions d'hommes, soit plus de 33% de la population de la planète à la même date. Quant aux 25 pays faisant l'objet de notre corrélation multiple ils représentaient en 1968, cinq cent trente huit millions d'âmes, ce qui représentait alors plus de 15% de la population mondiale¹⁸. Il n'est donc pas douteux que nous sommes en présence d'échantillons de nations largement représentatifs du monde en voie de développement tant par leur importance démographique que par leur diversité géographique¹⁹.

1.3 — INTERPRÉTATION DES ÉQUATIONS DE RÉGRESSION

1.3.1 — Croissance industrielle (×7) et croissance du produit total (×1)

Ce sont ici les corrélations entre ×1 et ×7 qui nous intéressent. Nous avons vu que nous trouvons des ajustements significatifs pour les deux groupes de pays.

Pour 11 pays riches nous avons :

$$\times 1 = 0.674 \times 7 + 0.8279 \quad r = 0,94 \\ (0.0846)$$

Il nous semble qu'il n'est pas sans intérêt de noter que cette régression, qui porte sur la période 1950-1968, est proche de celle qu'obtenait Nicholas Kaldor pour 12 pays industriels et pour la période 1953-1963-64²⁰. Comme le note Kaldor l'intensité de la liaison ne doit pas surprendre, s'agissant de pays industrialisés. La forme de la liaison (valeur du coefficient de régression, inférieur à l'unité, et constante positive) est beaucoup plus importante : une fois franchi un certain seuil de croissance industrielle annuelle (3% dans l'équation de Kaldor, 2.5% dans la nôtre) plus le taux de croissance de la production industrielle est élevé, plus l'écart qui le sépare du taux de croissance du produit total s'élargit, ce qui conduit Kaldor à noter : « En d'autres termes il y a une corrélation positive entre le taux de croissance de l'économie globale et la différence positive entre les taux de croissance des secteurs manufacturiers et non manufacturiers²¹. » Et l'on sait l'interprétation qu'il suggère : *les économies d'échelle et (ou) les rendements croissants font de la croissance de la productivité le sous-produit de l'expansion du produit global*. Ainsi s'explique selon Kaldor la relation empirique souvent observée²² entre la croissance de la productivité et la croissance de la production, cela concernant en particulier les activités secondaires (production industrielle, travaux publics et construction inclus)²³. Et il conclut : « C'est le taux de croissance de la production manufacturière (...) qui est susceptible d'exercer l'influence dominante sur le taux de croissance global de l'économie : en partie parce

18. Indications démographiques calculées à partir des estimations de population pour 1968 figurant dans ONU, *Annuaire statistique 1969*, tableau N° 16, p. 57ss. Précisons encore que dans nos groupes de pays 15 d'entre eux ont moins de 10 millions d'habitants ; 4 ont de 10 à 20 millions d'hommes ; 11 enfin présentent un peuplement dépassant les 20 millions, dont 3 excédant les 50 millions (Brésil, Inde, Pakistan).

19. 13 pays d'Amérique latine, 8 nations d'Extrême-Orient, 9 pays européens et du Moyen-Orient dans notre échantillon maximal de 30 nations y compris Chypre et Porto-Rico.

20. Nicholas KALDOR : « Lenteur de la croissance du Royaume-Uni. Ses causes », *Analyse et Prévision*, III, 1967, pages 169 à 181 ; voir p. 170.

KALDOR obtenait en effet : $\times 1 = 0.614 \times 7 + 1.153$ avec $r^2 = 0.959$
(0.040)

Son échantillon est très proche du nôtre : nous avons en commun l'Italie, l'Allemagne, la France, la Belgique, le Danemark, la Norvège, le Canada, le Royaume-Uni, les États-Unis, soit neuf pays. Dans notre échantillon, on trouve la Finlande et la Suède qui ne figurent pas dans celui de KALDOR. Par contre nous n'avons pas le Japon, l'Autriche et les Pays-Bas.

21. *IBID.*, p. 171.

22. Dite « Loi de Verdoorn ».

23. *IBID.* pp. 171 à 175.

qu'il influence le taux de croissance de la productivité dans le secteur industriel lui-même, en partie aussi parce qu'il tend à élever le taux de croissance de la productivité dans les autres secteurs. Cela arrive ou peut arriver à la fois dans l'agriculture et dans la distribution — dans la première parce qu'il augmente le taux d'absorption par les autres activités de la main-d'œuvre excédentaire, dans la seconde parce qu'il assure une augmentation plus rapide des livraisons à la consommation. Et naturellement, de façon plus générale, l'industrialisation accélère les transformations techniques dans toute l'économie²⁴. »

Cette interprétation peut-elle être utile pour notre échantillon de 27 nations en voie de développement? Avant de tenter d'apporter réponse à cette question nous procéderons à quelques observations statistiques complémentaires. Pour ces 27 pays nous avons²⁵:

$$\begin{aligned} \times 1 &= 0.5116 \times 7 + 1.3062 & (r = 0.78) \\ &(0.0615) \end{aligned}$$

Comme pour les pays riches le coefficient de régression est compris entre 0 et 1 et la constante est positive.

Signalons pour commencer que si les deux catégories de taux de croissance ($\times 1$ et $\times 7$) sont plus élevées en pays pauvres qu'en pays riches pendant la période, les pays moins développés ont un « avantage relatif » beaucoup plus marqué en ce qui concerne la production industrielle, soit $\times 7$ (en moyenne 7.4% pendant la période pour 5.3% dans les pays industrialisés) qu'en ce qui touche au produit global $\times 1$ (moyenne: 4.3% dans les nations développées et 5.1% dans les pays pauvres).

Considérons les équations de régression: il est certain que dans les pays riches toute augmentation de 1 point du taux de croissance de la production industrielle est associé à un accroissement de 0.67 point du taux de progression du produit global. Un calcul analogue indique qu'en pays pauvre, toute augmentation d'un point du taux de croissance de la production manufacturière s'associe à un accroissement de 0.5 point du produit total. Par ailleurs, la constante de l'équation de régression est plus élevée dans les pays en voie de développement que dans les pays riches. Ainsi il semble bien que la relation entre les variations des deux variables examinées soit moins forte dans l'échantillon des pays peu industrialisés que dans le lot des pays développés, bien qu'elle ne soit négligeable dans aucun cas. Compte tenu cependant de la marge d'imprécision inhérente aux statistiques manipulées, on peut se demander si la considération des différences absolues entre paramètres est vraiment significative. Appliquons donc les valeurs moyennes prises, pendant la période, par $\times 7$ dans chaque échantillon, aux équations correspondantes. On trouve alors que pendant la période la croissance de la production industrielle a pu, en pays riches, être associée à 81% de la croissance du produit global. Par contre, dans les nations en voie de développement, la croissance de la production manufacturière n'est reliée, en moyenne, qu'à 74% de la croissance du produit total.

Ainsi une première observation, purement statistique pour l'instant s'impose:

Bien que présentant une valeur supérieure, en moyenne, de près de 40% à celle observée dans les pays développés, la croissance de la production industrielle manufacturière ne peut, dans les pays en voie de développement, être associée qu'à une part sensiblement plus faible de la croissance du produit global.

En fait, il est délicat de porter un jugement sur une telle observation. En particulier il nous paraît difficile d'en déduire *a priori* que la relation entre croissance industrielle et croissance du produit intérieur brut est plus faible en pays pauvres qu'en pays riches. On doit remarquer, au contraire, que les arguments ne manquent pas qui permettent de soutenir l'inverse exactement.

24. Nous nous limitons ici à un aspect fondamental, mais parcellaire, de cette contribution, beaucoup plus large et extrêmement riche du professeur Kaldor. Rappelons qu'il s'agit de la leçon inaugurale qu'il prononça à Cambridge, le 2 novembre 1966.

25. *Par ordre alphabétique*: Argentine, Birmanie, Bolivie, Ceylan, Chili, Chypre, Colombie, Corée du Sud, Équateur, Grèce, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Paraguay, Pérou, Philippines, Porto-Rico, Portugal, Irak, Maroc, Mexique, Nigeria, Ouganda, Pakistan, Thaïlande, Turquie, Venezuela.

On ne doit en effet oublier que, vers 1950, la production industrielle n'atteignait en moyenne que 13% du produit intérieur brut dans les pays sous-développés, mais qu'elle représentait 32% du produit total dans les nations développées²⁶. Dès lors, on ne peut manquer d'être frappé sur deux points :

— Dans les pays pauvres la croissance générale est étroitement liée, semble-t-il, à la croissance d'un sous-ensemble du produit global qui ne représente qu'une faible partie de celui-ci²⁷.

— Malgré les différences constatées dans la part relative prise par la production industrielle dans les deux types de pays, les équations diffèrent en définitive assez peu, de même que les résultats que l'on obtient en affectant à la variable $\times 7$ sa valeur moyenne de la période.

En définitive, il semble logique de penser que la croissance de la production industrielle est en association extrêmement étroite avec celle du produit global dans les pays en voie de développement, compte tenu du faible pourcentage du produit intérieur brut que cette production représente.

On peut, sur un tout autre plan, se demander cependant si une étude internationale de la croissance ne fait pas, en soi, courir le risque de juxtaposer sur un même nuage de points des pays n'ayant pas atteint le même degré de développement industriel et dont les taux de croissance seraient inversement proportionnels à ces niveaux d'industrialisation. En d'autres termes, ne rencontre-t-on pas, au fur et à mesure que l'on observe des régions plus élevées de nos droites de régression des nations de moins en moins industrialisées et à taux de croissance d'autant plus rapides ?

Il est clair que s'il en allait ainsi, notre méthode globale d'appréhension de la croissance à un niveau international serait dépourvue de toute signification économique, malgré un ajustement statistique très satisfaisant.

Pour apporter réponse à cette question nous avons construit le graphique 9 qui met en relation les taux de croissance de la production industrielle (en ordonnée) et l'importance relative de cette production industrielle manufacturière dans le produit global en début de période²⁸. Deux observations sont à faire à ce propos :

— Tout d'abord, nous avons une forte concentration de points dans une zone délimitée par le rectangle A B C D sur le graphique 9. Cela signifie, d'une part, que sur les 26 pays retenus, 15 ont une industrie manufacturière dont la production représentait, vers 1950-1955, de 10 à 20% du produit global. Cela veut dire par ailleurs, que pour cette majorité de pays (58% de notre échantillon), on relève une extrême dispersion des taux de croissance industrielle (taux s'éparpillant entre 2 et 10% l'an). Si l'on ajoute que les points sont assez uniformément répartis à l'intérieur de ce rectangle, il paraît donc évident que dans cette zone aucune relation n'existe entre niveau d'industrialisation et taux de croissance des productions des industries de transformation.

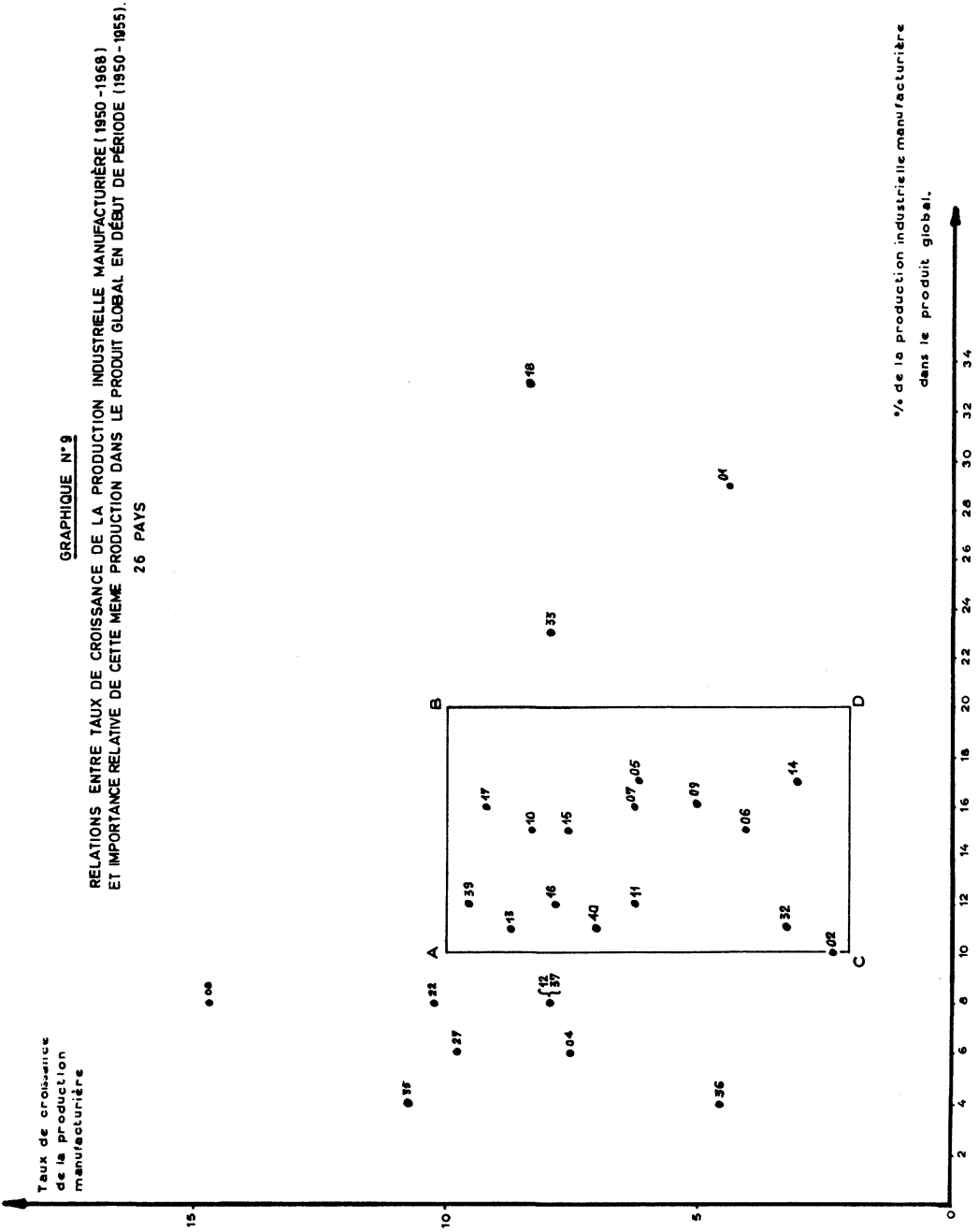
— En second lieu, parmi les pays qui connaissent un degré d'industrialisation sensiblement plus élevé que la moyenne (soit 01 : Argentine, 18 : Portugal, 33 : Mexique), un seul —

26. Calcul qui ne se réfère qu'aux échantillons ici étudiés et effectué à partir des données contenues dans le tableau II, *infra*.

27. Notons ici que les transformations structurelles qui accompagnent la croissance sont lentes. En imaginant le cas d'un pays sous-développé « moyen » qui, vers 1950, aurait eu une production industrielle représentant seulement 13% de son produit total, on constate qu'aux taux observés de 1950 à 1968, à cette dernière date la production industrielle serait à peine passée de 13% à 19% du P. I. B. (Calcul effectué en posant $\times 1 = 5$ et $\times 7 = 7$, valeurs moyennes observées de 1950 à 1968 dans notre échantillon de pays pauvres).

28. Le graphique 10 comporte 26 points, c'est-à-dire l'ensemble des pays figurant sur le graphique 9, à l'exception du Venezuela pour lequel nous n'avons pu obtenir l'importance relative de la production industrielle au début de la décennie 1950. Les pourcentages du produit global représentés par la production industrielle dans chacun des pays examinés entre 1950 et 1955 sont précisés dans le tableau II, *infra*.

l'Argentine — présente une assez faible croissance de la production manufacturière. À l'inverse, si l'on observe les huit pays très faiblement industrialisés en début de période (situés à gauche de la droite AC sur le graphique 9) on observe que seuls trois d'entre eux (08 : République de Corée, 22 : Birmanie, 35 : Nigeria), présentent des taux de croissance industrielle supérieure à 10% — taux jamais dépassé dans le reste de l'échantillon.



Ainsi, si l'objection soulevée s'avérait exacte on devrait constater, *sur le graphique 7* (qui présente la régression étudiée), que l'orientation de la droite d'ajustement tient essentiellement à la position des points 08, 22, 35 et à la position du point 01. Un simple coup d'œil sur ce graphique donne la conviction qu'il n'en est rien.

TABLEAU II
*Importances relatives des productions agricole et industrielle dans 38 pays
en voie de développement et 16 pays industrialisés vers 1950*

N°	Pays	Année	Agriculture	Industries Total	Industries manufacturières
01	Argentine	1950	14	31	29
02	Bolivie	1953	35	22	10
03	Brésil	1950	29	24	—
04	Ceylan	1950	58	05	04
05	Chili	1950	14	23	17
06	Chypre	1950	27	28	15
07	Colombie	1950	38	19	16
08	Corée	1953	49	09	08
09	Équateur	1950	39	19	16
10	Grèce	1950	31	17	15
11	Guatemala	1953	32	13	12
12	Honduras	1950	56	10	08
13	Jamaïque	1950	31	12	11
14	Paraguay	1950	42	17	17
15	Pérou	1950	35	20	15
16	Philippines	1950	39	14	12
17	Porto-Rico	1950	23	19	16
18	Portugal	1950	33	35	33
19	République dominicaine	1950	27	18	17
20	Afrique du Sud	1950	17	32	17
22	Birmanie	1950	40	08	07
23	Chine/T'ai-wan	1951	36	15	13
24	Espagne	1954	26	27	23
25	Inde	1950	51	16	15
27	Irak	1953	22	47	06
28	Israël	1953	12	33	23
29	Japon	1953	21	26	23
31	Malte	1955	06	20	08
32	Maroc	1953	34	17	11
33	Mexique	1950	22	27	23
34	Nicaragua	1953	42	13	11
35	Nigeria	1950	67	05	04
36	Ouganda	1954	72	05	04
37	Pakistan	1950	58	08	08
38	Rhodésie du Sud	1954	23	26	15
39	Thaïlande	1953	43	13	12
40	Turquie	1950	49	12	11
43	Zambie	1954	11	62	03
44	Allemagne fédérale	1950	10	45	39
45	Autriche	1950	18	42	40
46	Belgique	1953	08	36	29
47	Canada	1950	13	35	29
48	Danemark	1950	21	29	28
49	États-Unis	1950	07	34	29
50	Finlande	1950	26	30	28
51	France	1950	15	42	38
52	Irlande	1950	29	25	—
53	Italie	1953	23	31	27
54	Norvège	1950	15	31	28
55	Royaume-Uni	1950	06	43	37
56	Suède	1950	12	36	33
57	Australie	1950	29	27	24
59	Nouvelle-Zélande	1952	24	24	21
60	Pays-Bas	1950	14	34	30

Source : O.N.U., *Annuaire statistique*, 1968, tableau N° 186, pp. 568 à 575.

Le développement passe par l'industrialisation. Ce qui est une certitude d'ordre théorique pour divers auteurs, d'ordre historique quand on se penche sur le passé des pays aujourd'hui développés, est ici une observation statistique indiscutable.

Nous ne croyons pas, disons-le sans détour, à une induction de la croissance industrielle par la croissance du produit total. Les raisons qui nous conduisent à cette position sont diverses.

Tout d'abord l'observation des taux de croissance pendant les années 1950-1960 — qui constituent approximativement la première partie de notre période — indique que dès cette « pré-décennie » du développement, dans la plupart des pays, les taux de croissance industriels étaient largement supérieurs à ceux du produit total ainsi que l'indique le tableau III²⁹. Si l'on observe les statistiques des taux de croissance détaillées année par année, cela demeure

TABLEAU III

Comparaison des taux de croissance du produit intérieur brut et de la production industrielle manufacturière pendant la première partie de la période observée dans 27 pays peu développés (1950-1960)

<i>Pays</i>	<i>Production industrielle</i>	<i>Produit total</i>
Argentine	4.7	3.4
Bolivie *	- 1.6	- 0.3
Ceylan	5.7	3.2
Chili	4.2	2.9
Chypre *	3.1	5.7
Colombie	6.8	4.6
Corée (Rép. de)	13.4	5.0
Équateur *	4.3	4.8
Grèce	8.4	5.6
Guatemala	4.9	4.2
Honduras	6.6	3.4
Jamaïque	9.5	7.8
Paraguay *	2.4	3.2
Pérou	6.8	4.7
Philippines	10.2	6.8
Porto-Rico	9.5	6.7
Portugal	7.7	4.1
Birmanie	14.7	5.8
Irak	14.1	5.6
Maroc	2.9	0.5
Mexique	7.4	6.3
Nigeria	12.2	10.5
Ouganda *	1.3	4.0
Pakistan	7.8	2.5
Thaïlande *	4.9	7.4
Turquie *	5.7	5.8
Venezuela	11.8	8.5

* Pays où le taux de croissance du produit total a été supérieur au taux de croissance de la production manufacturière pendant la période.

Remarques : 1) Croissance moyenne de la production industrielle dans ce tableau : 7.01% par an.

2) Croissance moyenne du produit total dans ce tableau : 4.91.

3) Pour la seconde partie de notre période un calcul identique révèle une croissance de la production industrielle de 7.6% et une croissance du produit de 5.48% (par an et en moyenne).

29. On voit que seuls 7 pays, parmi les 27 que nous étudions, échappent à cette règle : Bolivie, Chypre, Équateur, Paraguay, Ouganda, Thaïlande, Turquie.

également vrai dans l'ensemble³⁰. Ainsi la croissance de la production industrielle ne semble pas avoir progressivement émergé dans le sillage du produit total, comme on pourrait s'y attendre si cette hypothèse était exacte³¹.

Par ailleurs, il nous paraît, au plan logique et théorique, difficile d'admettre le caractère purement induit de l'industrialisation en tant que phénomène très général qui serait observé sur un large plan international. Ce type d'« accident » est certes toujours historiquement et localement possible. Il reste que dans des pays généralement « agrocentrés »³², marqués par une faible productivité agricole et par un pseudo-secteur tertiaire largement illusoire, on voit mal une croissance *soudaine et régulière* des secteurs non industriels engendrer un développement très rapide et soutenu des industries de transformation.

Quoi qu'il en soit, on peut se demander si ainsi posée la question est pertinente. L'esprit scientifique impose, dès que l'on est en présence d'une bonne corrélation entre deux variables, de rechercher laquelle est « motrice », laquelle est « entraînée ». Cependant, dans le domaine qui nous occupe, et compte tenu du fait que nous raisonnons dans un groupe de nations en voie de développement, la question est peut-être fallacieuse. La poser revient en effet à se demander si, en *permanence, tout au long de la période observée*, on doit considérer que $\times 7$ a entraîné $\times 1$ ou si c'est l'inverse qui est exact. Or, à notre sens, *c'est une façon fautive de poser le problème* dans le cadre de pays peu développés mais en croissance rapide. Si l'on veut absolument rechercher une « cause causante » susceptible d'expliquer la naissance du processus de croissance, rien n'indique qu'elle réside dans l'une des deux variables sous examen³³. En outre, même s'il était possible de démontrer qu'il en est ainsi, il faudrait parvenir à repérer avec précision, dans le temps, le moment, — ou la sous-période dans notre période de 18 ans — à partir duquel certains événements du côté d'une variable, ou de l'autre, ont entraîné les économies considérées dans un processus de croissance très rapide³⁴.

En d'autres termes, il nous paraît beaucoup plus intéressant de prendre acte du fait qu'une authentique croissance des pays peu développés ne peut prendre appui que sur l'industrialisation, et de constater que lorsqu'une industrialisation cumulative prend naissance c'est l'ensemble de l'économie qui se trouve progressivement entraînée dans un processus auto-entretenu d'accroissement de ses principales productions et de ses autres variables économiques caractéristiques. Dès lors il n'est plus question de se demander si $\times 1$ « provoque » $\times 7$ ou si seule la réciproque est vraie. Il est sans doute plus pertinent de constater que la croissance de la production industrielle et la croissance de la production globale suivent des voies étroitement

30. Statistiques non reproduites ici. Voir sur ce point : *Comptes nationaux des pays moins développés, 1950-1966*, OCDE, Paris, juillet 1968. Cf. notamment tableau C, pp. 19ss. et tableau F, pp. 65ss.

31. Une telle constatation ne signifie pas, naturellement, qu'une telle induction soit impossible. Il se peut même qu'elle ait été réalisée dans certains pays. Nous voulons simplement dire, pour l'instant, qu'il nous paraît peu probable qu'elle soit un phénomène général, au niveau d'un grand nombre de pays.

32. Voir tableau II, *supra*.

33. Les hypothèses possibles sont ici en nombre quasiment infini : plans de développement, croissance des exportations ou modifications dans la structure du commerce extérieur, aide étrangère, assistance technique, « révolution verte », rôle de l'inflation, etc., autant d'éléments qui débordent ou ne peuvent apparaître dans une prise en considération pure et simple de $\times 1$ et $\times 7$. En outre, il est peu probable que les mêmes événements aient joué un rôle analogue ou se soient combinés de façon semblable dans les nombreux pays que nous étudions.

34. Sans parler du fait qu'on ne voit pas très bien pourquoi ces impulsions auraient partout surgi au même moment ou à la même époque. En outre, nos statistiques ne remontent jamais qu'à 1950 et il n'est pas exclu que dans beaucoup de nations, les rapides croissances observées soient antérieures à cette date — l'absence de statistiques comparables ou significatives fait ici défaut. Rappelons simplement que dès les premières années de la décennie 1950, les deux variables examinées présentaient des niveaux importants.

parallèles et qu'il est probable que ces deux variables « s'alimentent » mutuellement dans un mouvement de croissance rapide et cumulative. Pour être précis, disons qu'il devient alors tout à fait concevable que les nations qui connaissent les plus rapides taux de croissance industriels connaissent aussi les plus rapides taux de croissance de leur produit et *vice versa*.

« La croissance économique est le résultat d'un processus complexe d'interaction entre l'augmentation de la demande induite par une augmentation de l'offre et l'augmentation de l'offre suscitée par la volonté de répondre à l'augmentation de la demande. Comme sur l'ensemble des marchés les produits s'échangent contre des produits, l'augmentation de la demande pour un produit ou un groupe de produits reflète l'augmentation de l'offre des autres produits et vice versa ». Cette observation de Kaldor est un appel direct à la loi des débouchés³⁵. Le raisonnement se réfère, chez cet auteur, au contexte des pays riches, essentiellement. Rappelons ici que référence à la vieille loi de Say est faite plus souvent, et plus systématiquement encore, lorsqu'il s'agit de croissance des pays pauvres. Et pour commencer, y font naturellement appel tous les théoriciens de la « croissance balancée ». Leur position nous intéresse d'autant plus que les taux de croissance de la production industrielle en présence desquels nous nous trouvons sont bien des taux de croissance des *productions manufacturières*, des productions des industries de *transformation*, exclusion faite des industries extractives notamment³⁶. Autrement dit, s'il est malaisé, à un niveau international, et dans le cadre de pays peu développés sur lesquels les *statistiques détaillées sont rares*, de se faire une idée précise de la diversification connue par l'activité économique depuis quinze ou vingt ans, il n'est pas exclu, à notre sens, que le haut niveau des taux de croissance des productions manufacturières, constatés depuis 1950, soit un *indice de diversification* de l'activité l'économique des 27 pays sous examen³⁷.

S'il en est ainsi, l'étroite relation unissant la croissance de la production des industries manufacturières à la croissance du produit total, n'a rien de surprenant.

Si l'on fait appel à Nurske et à Lewis, il est clair que la diversification économique et la création de débouchés réciproques constituent pour eux les fondements les plus sûrs du développement économique³⁸. Le premier en tirera, on le sait, une doctrine spécifique de la demande de capital et de l'« incitation à investir » en pays pauvre. Le second affinera la théorie en mettant l'accent sur l'offre de capital, la faiblesse de l'épargne, et le rôle des profits dans le processus de développement. Mais dans les deux cas le développement passe par une diversification des structures du secteur productif, par une démultiplication des débouchés que s'offrent réciproquement les branches d'activité. Si l'on considère les positions du professeur Rosenstein Rodan, le fond de sa pensée n'est pas différent. Malgré l'importance accordée par cet auteur aux investissements préalables d'infrastructure et à la prise en considération des « indivisibilités » qui feraient du développement un processus discontinu, procédant par « sauts »³⁹, on ne peut oublier que cet auteur, comme Nurske notamment, fait de l'incitation à investir une fonction de la taille du marché, ce qui le conduit à prendre très nettement position

35. N. KALDOR : « Lenteur de la croissance économique du Royaume-Uni », *op. cit.*, p. 176.

36. Cf. *supra*, notes méthodologiques, N° 142, p. 8.

37. Comme tenu, bien entendu, du fait qu'un pays sous-développé se caractérise généralement par la simplicité de ses structures économiques et, pour ce qui nous intéresse ici, par une activité industrielle de nature principalement extractive.

38. Voir notamment, en ce qui concerne NURSKÉ, pp. 18 à 23 des célèbres *Problèmes de la formation du capital dans les pays sous-développés*, Éd. Cujas, Paris, 1968. Pour A. LEWIS, voir la *Théorie de la croissance économique*, Payot, Paris, 1967, chapitre V : « Le Capital », pp. 209 à 303.

39. Voir en particulier sur ce point : P. N. ROSENSTEIN RODAN : « Industrialization of Eastern and Southern Europe », *The Economic Journal*, 1943. Voir aussi : « Notes on the Theory of the 'Big Push' », M. I. T., C. I. S., mars 1957.

en faveur de la croissance balancée et à s'appuyer *explicitement* sur le mécanisme de la loi des débouchés, à travers un exemple demeuré célèbre⁴⁰.

Finalement, on est en droit, semble-t-il, de se demander si l'importante liaison observée entre croissance du produit total et croissance de la production des industries de transformation ne trahit pas, dans l'échantillon analysé, l'existence d'une étroite relation entre croissance économique et diversification des structures, cette expression étant prise au sens précis de multiplication des débouchés et élargissement des marchés.

La prise en considération de la croissance des productions agricoles nous permettra de préciser sensiblement cette interprétation.

1.3.2 — Croissance du produit total ($\times 1$), de la production agricole ($\times 6$) et de la production industrielle ($\times 7$)

Nous avons vu que pour 28 pays en voie de développement on trouve une relation statistique significative entre taux de croissance du produit total et taux de croissance de la production agricole. L'équation est :

$$\times 1 = 0.9598 \times 6 + 1.7948 \quad \text{avec } r = 0.77 \\ (0.157)$$

Nous nous trouvons donc cette fois en présence d'une relation dont le caractère significatif ne saurait étonner, la plupart des 28 pays retenus étant fortement agrocentrés. Vers 1950, leur production agricole représentait en effet, en moyenne, 40% du produit total dans ces pays⁴¹. Le taux de croissance de la production agricole est assez faible en moyenne (3.18%) surtout si on le compare à celui de la production industrielle (7.4%) ou même à celui du produit (4.8%). Il reste, si l'on considère la régression $\times 1/\times 6$, que dans des pays où l'agriculture est un secteur très important dans l'ensemble, une augmentation d'un point du taux de croissance agricole s'associe à une augmentation du même ordre du taux de croissance du produit total. Et si l'on applique, dans l'équation de régression de $\times 1$ en $\times 6$ la valeur moyenne prise par $\times 6$ pendant la période, on constate que la croissance agricole a pu être associée à 63% environ de celle du produit intérieur brut de 1950 à 1968.

Mais alors une question se pose : étant entendu que les deux secteurs étudiés jusqu'ici (secteur industriel manufacturier et secteur agricole) sont parfaitement distincts l'un de l'autre sur le plan statistique, comment rendre compatibles entre elles les deux liaisons observées : $\times 1/\times 7$ d'une part, $\times 1/\times 6$ d'autre part ? Et si une explication doit-être trouvée, débouche-t-elle sur une interprétation cohérente des mécanismes qui ont présidé à la rapide croissance constatée dans l'échantillon à l'étude ?

Une réponse à ces questions peut être naturellement trouvée dans la mise en corrélation multiple des variables $\times 1$, $\times 6$ et $\times 7$. Nous avons vu plus haut que ce calcul peut être fait pour 25 pays et qu'il aboutit à un résultat très significatif.

$$\times 1 = 0.613 \times 6 + 0.393 \times 7 + 0.075 \quad \text{avec } r = 0.904 \\ (0.127) \quad (0.066)$$

En clair, ceci signifie que la prise en considération simultanée des deux variables permet de rendre compte de l'essentiel de la croissance rapide du produit brut observée, en moyenne, dans notre échantillon, au cours de la période (constante très faible dans l'équation précédente). De façon plus nette peut-être, si « toutes choses égales d'ailleurs » la croissance agricole avait été

40. Voir les développements intéressants de Benjamin HIGGINS, dans *Economic Development*, Norton & Company, New-York, 2^e édition 1968, pp. 327 à 330. L'exemple auquel nous faisons allusion est celui des manufactures de chaussures, repris d'ailleurs par NURSKE (*op. cit.*), dans lequel ROSENSTEIN RODAN cite expressément « la loi de Say ». De ce point de vue, il paraît difficile de rejeter l'apport de Rosenstein Rodan du corps général des théories de la « croissance balancée ».

41. Calcul effectué sur 26 pays (données du tableau, *supra*) le renseignement n'étant pas disponible pour l'Uruguay et le Venezuela.

nulle pendant la période le produit ne se serait accru, en moyenne, que de 2.92% par an. Inversement si la croissance industrielle avait été nulle, le produit aurait annuellement crû au taux de 2.02% en moyenne. En fait, sa croissance a atteint plus de 5% l'an, la prise en considération des deux variables X_6 et X_7 rendant compte d'une croissance annuelle de 4.94%⁴².

Au total ceci suggère fortement que la croissance des pays pauvres examinés est *un tout*, c'est-à-dire un processus d'ensemble auquel *participent conjointement*, et probablement en s'appuyant l'un sur l'autre, *les deux secteurs agricole et manufacturier*.

* * *

Nous délaissions à présent, pour un temps, les calculs de régression et les résultats précis qu'ils nous fournissent. Pour intéressants qu'ils soient il nous paraît difficile de prendre ces derniers « à la lettre » ou à la virgule près, si l'on préfère, du fait de la grande marge d'imprécision statistique qui règne nécessairement dans les « données de base » utilisées. Le fait d'obtenir des corrélations qui sont dans l'ensemble très acceptables, nous incitera seulement à transformer les résultats précédents en « ordres de grandeurs » utilisables pour une interprétation d'ensemble de la croissance d'une bonne partie du Tiers-Monde depuis vingt ans environ. Commençons par faire une présentation d'ensemble de ces ordres de grandeurs.

Nos observations peuvent se résumer en trois points :

a) Croissance rapide du produit global, de l'ordre de 5% par an.

b) Croissance sensiblement plus forte de la production des industries de transformation, de 7% l'an environ, *mais* croissance sensiblement moins vive de la production agricole, d'environ 3% par an. *Approximativement* on peut donc remarquer ici, d'une part, que le taux de croissance du produit intérieur brut est comme « encadré » par les taux de progression des deux variables « explicatives », d'autre part, que ces deux variables présentent des croissances en quelque sorte inversement proportionnelles à leur importance relative dans le produit total.

c) Lorsqu'on « croise » les taux de croissance du produit intérieur brut avec ceux de la production industrielle, d'un côté, puis avec ceux de la production agricole, d'un autre côté, on obtient dans les deux cas des équations de régression exprimant de fortes liaisons entre variable « explicative » et variable « expliquée ». Tout se passe, en somme, comme si chaque variable motrice, prise isolément, prétendait expliquer une forte partie, voire la plus grande part de la progression du produit brut total. Cependant dans chaque équation de régression la constante demeure substantielle (supérieure à l'unité) et celle-ci ne tend à disparaître que dans la régression multiple. Outre le fait que dans ce dernier cas le coefficient de corrélation est le plus fort jamais atteint, l'équation de régression multiple « tempère » sensiblement les paramètres affectant chaque variable. *Grosso modo*, il apparaît alors que les deux variables motrices, compte tenu du niveau moyen qu'elles ont atteint dans l'échantillon des 25 pays tout au long de la période, peuvent « expliquer » la croissance du produit à concurrence de 3/5^e pour la production industrielle, et de 2/5^e pour la production agricole.

On constate de la sorte que la relation « croissance des productions industrielles croissance du produit intérieur brut » a un caractère nettement supérieur à la relation « croissance des productions agricoles croissance du produit total », malgré la faible part prise par les industries de transformation dans l'activité économique d'ensemble en début de période.

Comment interpréter ces constatations ?

Donnons tout d'abord une information complémentaire, mais malheureusement parcelaire à propos de l'évolution de l'emploi dans quelques pays de l'échantillon examiné. Les données du tableau IV présentent une évolution de l'emploi — depuis 1958 — concernant 13 de

42. Ce raisonnement est naturellement conduit en supposant successivement que $X_6 = 0$ et que $X_7 = \bar{X}_7$ puis que $X_7 = 0$ et que $X_6 = \bar{X}_6$.

TABLEAU IV

*Taux de croissance du P.I.B., de la production agricole, du produit industriel
de 1950 à 1968 et évolution relative de l'emploi depuis 1958*

<i>Pays</i>	<i>Taux de croissance du produit global</i>	<i>Taux de croissance du produit agricole</i>	<i>Taux de croissance du produit manufacturier</i>	<i>Évolution relative de l'emploi depuis 1958</i>
Nigeria	8.25	6.43	10.77	+ 111.8%
Thaïlande	7.54	5.23	9.59	—
Venezuela	7.05	5.67	10.02	+ 21.1%
Corée	6.96	3.60	14.73	+ 86.6%
Jamaïque	6.90	3.73	8.78	—
Mexique	6.45	4.47	7.97	—
Grèce	6.43	4.27	8.44	+ 17.3%
Irak	6.10	1.36	9.80	—
Philippines	5.87	5.01	7.75	+ 24.0%
Turquie	5.80	3.64	7.01	+ 64.4%
Pérou	5.27	3.18	7.58	+ 35.2%
Portugal	5.04	0.60	8.40	—
Birmanie	5.01	3.12	10.29	—
Équateur	4.75	3.42	5.01	+ 22.2%
Colombie	4.74	3.19	6.26	+ 13.4%
Guatemala	4.68	3.44	6.27	+ 03.0%
Honduras	4.34	1.99	7.91	—
Ouganda	4.26	3.93	4.53	+ 31.0%
Chili	3.96	3.73	6.20	+ 11.8%
Pakistan	3.87	2.33	7.84	+ 60.4%
Paraguay	3.69	2.52	3.01	—
Ceylan	3.37	2.67	7.54	—
Argentine	3.19	2.50	4.49	—
Maroc	1.76	1.72	3.22	—
Bolivie	0.05	0.62	2.31	—
Moyenne	5.01	3.30	7.43	—

nos 25 nations⁴³. Nous devons constater, étant précisé que les nations sont classées par ordre d'importance décroissante du taux de progression du P. I. B. dans ce tableau, qu'à de rares exceptions près, les pays qui offrent les accroissements les plus importants de l'emploi sont ceux qui connaissent les croissances les plus rapides.

Il en va notamment ainsi pour la République de Corée, la Nigeria, la Turquie, le Pérou, et dans une certaine mesure aussi pour les Philippines, la Grèce, le Venezuela⁴⁴. Remarquons encore que l'Équateur et la Colombie, nations où l'emploi a crû de 22% et 13% depuis 10 ans, sont proches des taux de croissance moyens de l'échantillon. À l'inverse, le Chili et le Guatemala, qui connaissent des croissances sensiblement inférieures à celles des pays précédents ont peu créé d'emplois. Il reste deux cas apparemment particuliers: ceux du Pakistan et de l'Ouganda qui présentent de fortes croissances de l'emploi (+ 60.4% et + 31.1% en dix ans) malgré des taux de croissance du P. I. B. assez peu importants (inférieurs au taux moyen de l'échantillon). Notons cependant que les taux de croissance de ces deux pays ne sont pas négligeables dans l'absolu, et que les croissances industrielles y sont même assez vives.

Ces observations confirment à notre avis que la rapide croissance qui est le fait de

43. Source: B. I. T.: *Annuaire statistiques du travail, 1968 et 1969*, tableaux 6 B des chapitres II de ces deux annuaires. Les statistiques adéquates n'existent pas pour les autres pays que nous étudions.

44. Tous les pays que nous venons de citer connaissent un taux de croissance du produit global supérieur à la croissance moyenne de l'échantillon.

nombreux pays parmi ceux étudiés présente les caractères d'une *croissance authentique*, au sens de croissance qui ne va pas sans laisser des traces sensibles à l'intérieur même des économies considérées. En particulier les trois fortes corrélations :

- Croissance du produit/croissance manufacturière,
- Croissance du produit/croissance agricole,
- Croissance du produit/croissance agricole/croissance manufacturière,

ainsi que l'existence d'une *liaison nette* — et de type « parallèle » — entre taux de progression du produit — et de l'industrialisation —, d'une part, et *variations largement positives de l'emploi*, d'autre part, sont pour nous autant de raisons de croire fermement à l'amorce d'un véritable *processus de développement* dans de nombreux pays.

Si nous concentrons notre attention, un temps encore, sur les variables étudiées jusqu'ici, nous ne devons pas perdre de vue qu'elles se situent toutes — y compris les variations de l'emploi — du côté de *l'offre globale*, ou si l'on préfère, du côté des facteurs qui conditionnent le niveau (et les accroissements de niveau) de cette offre globale.

Considérons tout d'abord la seule croissance industrielle. L'un des intérêts majeurs d'un développement de l'industrie réside, dans l'optique de l'offre, dans les économies d'échelle et les rendements croissants qui caractérisent le secteur industriel et plus particulièrement l'ensemble des industries manufacturières. Ceci signifie que la croissance des productions manufacturières engendre des accroissements de productivité du travail susceptibles de bénéficier à la collectivité tout entière, ou, ce qui revient au même, induit des augmentations, au niveau de la collectivité, du *revenu réel* qui peut être mis à sa disposition. Il doit théoriquement en résulter que la croissance du produit global (revenu réel global) est d'autant plus élevée que l'industrialisation est plus vive⁴⁵.

La validité de cette conception est cependant soumise à un certain nombre de conditions dont il n'est pas inutile de se demander si elles peuvent être réunies dans les pays pauvres.

En premier lieu, sur un plan très général, remarquons avec Scitovsky que dans la perspective du développement, cet aspect positif de l'industrialisation peut comporter en lui-même certains éléments susceptibles d'en limiter les effets bénéfiques : les économies *internes* des quelques firmes industrielles qui sont les premières à amorcer le processus d'industrialisation n'atteignent leur maximum que pour une taille optimale de ces firmes, ce qui peut conduire, pendant un certain temps, à une concentration de l'investissement en quelques points privilégiés de l'économie plutôt qu'à sa diffusion. Le danger serait donc ici de retarder la diversification des structures du système productif et donc la diffusion du développement, par un ralentissement ou une annulation du processus *nécessaire* de différenciation de l'offre globale⁴⁶. Si cette remarque devait s'appliquer aux pays que nous examinons, il semblerait logique d'observer, au sein de la période examinée, des « poussées d'industrialisation » suivies de très faibles taux de croissance industriels. Or nous savons tout au contraire que nos croissances industrielles sont extrêmement régulières et soutenues. De plus nous savons que dans la plupart des pays étudiés la croissance industrielle fut, tout au long de la période d'analyse, supérieure à celle du produit global. Or s'il est vrai que la demande de biens manufacturés connaît une élasticité-revenu toujours supérieure à l'unité (non seulement du fait des modifications de profil de la consommation finale, mais aussi à cause de l'augmentation des consommations intermédiaires dans le processus de croissance), il est clair que le développement ne peut se concrétiser que si l'offre de produits industriels croît plus rapidement que le produit global⁴⁷.

45. Ce qui se traduit par l'existence d'une *corrélation positive* entre les deux grandeurs sur le plan des mesures statistiques.

46. T. SCITOVSKY : « Croissance balancée ou non balancée », *Économie appliquée*, 1959, N^{os} 1/2, p. 14.

47. Sur ce point, voir Celso FURTADO : *Théorie du développement économique*, chapitre 10 (notamment pp. 179-180), P. U. F. (Collection SUP), Paris, 1970.

Ceci est le cas dans la majorité de nos nations de 1950 à 1968⁴⁸. Nous retrouvons ainsi, mais sous un angle différent, une raison de croire aux modifications structurelles induites par la croissance industrielle dans nombre des économies étudiées.

En second lieu, sur un plan plus précis, si nous nous penchons sur les facteurs qui conditionnent la souplesse de l'offre de produits manufacturiers, il en est un qui joue un rôle particulièrement stratégique tant qu'on ne s'intéresse qu'à la seule croissance industrielle : c'est la main-d'œuvre disponible. « En fait, nous dit Kaldor, toutes les analyses historiques montrent qu'un taux rapide de croissance industrielle a été invariablement associé à un taux rapide de croissance de l'emploi (...). L'origine principale de cette main-d'œuvre n'a pas été tant la croissance de la population active ou l'immigration que la main-d'œuvre excédentaire ou le chômage déguisé de l'agriculture⁴⁹ ». On connaît la thèse de l'auteur : la croissance de productivité qui accompagne la croissance du produit global se traduit, dans le secteur agricole, par un « dégagement » permanent de main-d'œuvre d'origine agricole, qui devient excédentaire dans ce secteur. Cette main-d'œuvre disponible alimente les créations d'emploi induites par l'industrialisation dans les autres secteurs, et autorise donc la poursuite de la croissance économique. Mais ce processus de transfert doit prendre fin à un moment ou à un autre, soit par égalisation de la productivité agricole et de la productivité industrielle, soit par assèchement prématuré du réservoir de main-d'œuvre que constitue l'agriculture⁵⁰. Il est évident que l'on est loin de telles situations dans les pays moins développés. Nul ne pourrait soutenir soit que l'on tend à une égalisation des productivités dans les deux secteurs considérés à l'heure actuelle, soit que les « réservoirs » de main-d'œuvre d'origine agricole seraient en voie d'épuisement⁵¹. Notons cependant ici qu'un problème peut toujours surgir : celui des qualifications requises par l'industrialisation croissante. On ne peut en effet que songer à un très faible niveau de qualification lorsqu'on envisage la qualité des excédents de main-d'œuvre dégagés par l'agriculture. Ceci est déjà largement vrai dans les pays industrialisés et ne peut a fortiori que l'être davantage dans les nations pauvres. Soulever cette question revient incidemment à remarquer qu'une nuance doit être apportée à la fameuse thèse de Nurske sur l'absorption nécessaire des excédents de main-d'œuvre agricole par le secteur industriel en expansion, dans la genèse du développement. La réserve de main-d'œuvre d'origine agricole qui existe à un moment donné (soit consécutivement à une amélioration de productivité dans le secteur primaire, soit du fait du chômage déguisé), n'est pas nécessairement une main-d'œuvre immédiatement utilisable par l'industrie du fait du décalage qui peut toujours exister entre qualifications offertes et qualifications requises. Il est probable que dans la réalité des expériences de développement, il y a là une cause de ralentissement du processus décrit par Nurske. Quoi qu'il en soit, seule une analyse détaillée des types d'industrialisation réalisés dans chacun des pays sous examen permettrait de cerner l'importance des qualifications requises et d'avoir une idée de l'ampleur des périodes de formation nécessaires⁵². Concluons donc sur ce point particulier qu'il est dans l'ensemble possible d'affirmer que les goulots d'étranglement qui peuvent limiter l'offre de produits manufacturiers du côté des disponibilités de main-d'œuvre sont certainement moins importants dans les pays moins développés que dans certaines nations très industrialisées. Les accroissements importants de main-d'œuvre employée, enregistrés dans certains de nos pays, et notamment dans ceux qui connaissent les plus fortes croissances du produit global et de l'industrie, en sont d'une certaine façon la preuve⁵³.

48. Cf. *supra*, aussi tableaux N°s I et III ci-dessus.

49. N. KALDOR, *op. cit.*, p. 178.

50. Ce qui serait le cas de la Grande-Bretagne, laquelle, victime en quelque sorte d'une « maturité prématurée » (KALDOR), ne pourrait en conséquence que connaître une croissance lente de la production manufacturière et donc du produit global.

52. Ce qui dépasserait le cadre de cette note, à supposer que les statistiques nécessaires puissent être trouvées.

53. *Supra*, tableau IV.

Au total à s'en tenir à l'examen de la seule croissance industrielle, diverses sont les raisons de croire à l'existence, dans la plupart des nations analysées, d'un processus de développement :

- Niveau élevé de la croissance industrielle ;
- Supériorité quasiment générale des taux de croissance des productions manufacturières par comparaison à ceux du produit total ;
- Grande régularité des taux de croissance sur l'ensemble de la période ;
- Fortes créations d'emplois en liaison avec l'intensité de la croissance, et notamment de la croissance des industries manufacturières ;
- Enfin, au niveau le plus large, enseignement de la corrélation multiple : l'important taux de croissance moyen du produit global aurait pu se trouver réduit de 60% s'il n'y avait pas eu forte croissance industrielle.

Prenons en considération, dans une seconde étape, la croissance agricole. De même qu'il n'y a pas à s'étonner de la forte liaison entre croissance du produit et croissance de l'industrie en pays riche, on doit considérer l'existence d'une étroite relation entre croissance agricole et croissance du produit global comme naturelle en pays pauvre. Reste à expliquer les raisons d'une progression de la production agricole finalement peu négligeable dans notre lot de pays, compte tenu de l'importance relative de ce secteur dans l'activité économique d'ensemble (rythme annuel moyen de 3.3% par an pour les 25 nations faisant l'objet de la corrélation multiple), puis le rôle que l'on peut attribuer à cette croissance sectorielle dans le développement. En demeurant pour l'instant *dans l'optique de l'offre*, les raisons ne manquent pas qui conduisent à considérer comme *faibles, ceteris paribus*, les chances de substantielle croissance du produit agricole dans les pays *sous-développés*. La faible *productivité moyenne* du travail, assortie d'une *productivité marginale* souvent nulle ou négative du travail dans le cadre d'un secteur *relativement « surpeuplé »* le plus souvent, le tout ayant également pour cause des *techniques de production primitives ou arriérées* utilisées dans le cadre de structures sociales fortement *inégalitaires*, la constante *pression démographique* enfin, telles sont les principales raisons généralement invoquées pour expliquer l'un des plus importants cercles vicieux du sous-développement. Il n'entre pas dans notre propos de confirmer ou d'infirmier de telles explications⁵⁴. Nous sommes beaucoup plus intéressés par le contenu explicatif *implicite* de ces arguments, dès que l'on admet qu'un processus de croissance est déclenché et que l'on constate que la croissance agricole participe au processus d'ensemble pour une part certainement appréciable.

Tout d'abord, si l'on considère les créations d'emploi dans l'industrie, et si l'on accepte l'idée que ces créations tendent à alléger le secteur agricole de sa surpopulation relative — raisonnement d'autant plus valable que les pays sont plus peuplés —, il est certain que l'industrialisation s'accompagne *ipso facto* de *gains importants de productivité*, et donc de *revenu réel*, (global et par tête), dans le secteur agricole, du fait notamment de la très faible productivité marginale du travail dans l'agriculture. On sait l'usage fait par Nurske de cette observation, pour proposer une politique de développement industriel s'appuyant sur les surplus agricoles ainsi dégagés et sur l'utilisation concomitante des excédents de main-d'œuvre d'origine agricole dans les industries naissantes ou à créer⁵⁵. Le même auteur nous dira encore, mais cette fois à propos des zones peu développées et sous-peuplées : « (...) la grande majorité de la population, même dans les zones peu peuplées, telles que l'Amérique du Sud, est dans

54. Chacune contenant sans doute une part de vérité plus ou moins importante selon les cas d'espèce considérés.

55. NURSKÉ: *Les problèmes...*, *op. cit.*, pp. 37ss. de l'édition française. En somme Nurske fait de ces surplus le soubassement réel des détours de production conduisant aux créations industrielles (consommation *alimentaire* des salariés des industries nouvelles). Notons de plus que s'il accepte l'idée d'une productivité marginale du travailleur agricole voisine de zéro, voire nulle, dans les pays sous-développés surpeuplés, il ne semble pas prendre au sérieux l'hypothèse d'une productivité marginale *négative* (*op. cit.*, pp. 38-39).

l'agriculture. Si la force de travail est nécessaire pour la formation du capital, il faut regarder du côté de l'agriculture pour la trouver⁵⁶ ». Le mécanisme est dès lors très proche du précédent, à une nuance importante près cependant : les améliorations de la productivité agricole doivent entraîner l'apparition des excédents de main-d'œuvre et donc précéder les créations industrielles. Et Nurske d'affirmer : « On peut faire beaucoup et l'on fait déjà beaucoup dans un grand nombre de directions, sans que ceci exige un important investissement de capital⁵⁷ ». Quoiqu'il en soit des détails de la position de Nurske, soulignons qu'elle s'appuie sur des constatations qui conduisent à considérer les croissances agricole et industrielle comme étroitement liées et comme s'appuyant largement l'une sur l'autre du point de vue des facteurs qui conditionnent la croissance de l'offre globale dans les pays pauvres⁵⁸. À s'en tenir pour l'instant à ce premier point de vue, deux observations doivent être faites à propos de notre échantillon de 25 pays peu développés. *D'un côté*, il n'y a pas à s'étonner de ne trouver qu'une faible corrélation positive entre croissance industrielle et croissance agricole : il n'y a aucune raison pour que les deux catégories de taux progressent de façon tout à fait parallèle ; tout dépend en effet de la nature de l'industrialisation opérée dans chaque pays (industrialisation plus ou moins inductive d'emplois nouveaux selon les cas), de l'importance, par voie de conséquence, des excédents de main-d'œuvre agricole absorbés ; tout dépend aussi du niveau *plus ou moins bas* de la *productivité marginale du travail* et de la *forme de la courbe des rendements marginaux du travail* dans les secteurs agricoles des divers pays examinés ; tout dépend enfin de la mesure dans laquelle une faible accumulation de capital peut engendrer des gains de productivité préalables à l'industrialisation dans les divers pays peu peuplés.

D'un autre côté et d'une force donc nécessairement *approximative* mais *cohérente* avec le raisonnement précédent, l'examen du graphique 12, montre qu'une liaison positive existe entre les deux catégories de taux, même si l'on ne peut les relier par une relation statistique très stricte⁵⁹.

En *second lieu*, si le raisonnement précédent est le fait de Nurske et de façon plus générale des théoriciens de la croissance balancée — Lewis, en particulier, semble largement y adhérer — les apports des théoriciens de la croissance non balancée mettent aussi l'accent sur les relations entre croissance de l'agriculture et croissance de l'industrie dans le développement. Plutôt que sur des inductions de gains de productivité du travail provoquées par la croissance du secteur industriel on mettra cette fois plus souvent l'accent sur le développement des relations intersectorielles lorsque la croissance d'un pays peu industrialisé est déclenchée. Ce développement des relations intersectorielles peut s'analyser de deux façons — qui généralement coexistent dans la réalité — resserrement du tissu des liaisons interindustrielles (demande dérivée au sens d'A. Hirschman), accroissement de la demande de biens divers induite par le développement de certaines activités, sans qu'il s'agisse nécessairement d'une plus grande utilisation de biens intermédiaires. Mais ici il faut faire deux remarques : l'expansion de la production agricole n'est plus nécessairement la seule en cause ; par ailleurs si la pression qui s'exerce ainsi de façon directe ou indirecte sur l'offre de certains biens, et donc sur l'offre globale, a des aspects positifs provoquant les adaptations nécessaires du système productif, il est certain que le stimulant principal, dans ces constructions, part de la demande globale et des éléments qui la composent.

56. NURSKE, Les problèmes . . . , *op. cit.*, p. 55.

57. *IBID.*, p. 56 (édition française).

58. Croissance de l'offre globale qui, dans ces nations, résulte donc bien d'une croissance des deux principales catégories de productions sectorielles qui la composent.

59. Ce graphique contient les 25 nations de la corrélation multiple. Rappelons que le coefficient de corrélation est positif mais peu significatif ($r = 0.4$).

2 — CROISSANCE DU PRODUIT ET RÔLE DE LA DEMANDE GLOBALE

Nous examinerons successivement les relations observables entre croissance du produit et croissance de la consommation privée, puis entre croissance du produit et croissance de la formation brute de capital fixe, les liaisons entre rythme de progression de la consommation privée et taux d'accroissement de la formation brute de capital fixe étant également, nous le verrons, intéressantes.

2.1 — LES MESURES STATISTIQUES

Nous présenterons pour l'instant les deux catégories de régression qui nous permettront de présenter la seconde partie de cette recherche.

2.1.1 — Croissance du produit intérieur brut ($\times 1$) et croissance de la consommation privée ($\times 4$)

On obtient, pour 30 pays développés⁶⁰

$$\times 1 = 1.2786 \times 4 - 1.2394$$

(0.0068)

$$\times 4 = 0.724 \times 1 + 1.2671$$

(0.0039)

($r = 0.96$ diffère significativement de 0 au seuil de 0.001)

L'ajustement est excellent, ce qui, en soi, est tout à fait normal. Au-delà de l'intensité de la liaison statistique, la forme des équations nous retiendra davantage au niveau de l'interprétation (cf. *infra*, paragr. 2.2).

2.1.2 — Croissance de la consommation privée ($\times 4$) et croissance de la formation brute de capital ($\times 5$)

Pour 29 pays en voie de développement, les équations de régression sont les suivantes (même échantillon que précédemment aux Antilles néerlandaises près):

$$\times 4 = 0.2141 \times 5 + 3.6801$$

(0.067)

$$\times 5 = 1.2791 \times 4 + 0.2321$$

(0.401)

Le coefficient de corrélation $r = 0.52$ diffère significativement de zéro au seuil de 0.01. Beaucoup moins intense que la précédente, cette liaison statistique n'est pas dépourvue de tout intérêt cependant, surtout au niveau d'une analyse internationale.

2.2 — LA SIGNIFICATION DES ÉQUATIONS DE RÉGRESSION

Nous ne nous étendrons pas longuement sur la relation $\times 1/\times 4$. Que la croissance de la consommation privée soit en relation étroite avec celle du produit total est une constatation qui, en soi, ne saurait étonner. *L'équation de régression de $\times 4$ en $\times 1$* indique cependant qu'à partir

60. Pour maintenir un échantillon de nations assez important, l'indigence et les disparités de l'information statistique obligent à une assez forte variation de ces échantillons. Parmi les 25 pays qui faisaient précédemment l'objet d'une corrélation multiple entre taux de croissance du produit, de la production agricole et de la production industrielle, 15 demeurent cependant dans cette nouvelle régression: Argentine, Bolivie, Ceylan, Chili, Colombie, Corée, Équateur, Grèce, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Paraguay, Pérou, Philippines, Portugal, (Pour plus de détails voir *supra*, tableau I, les pays pour lesquels existent les renseignements $\times 4$ et $\times 5$).

d'un seuil de 4.5% (taux de croissance du produit $\times 1$) le taux de croissance de la consommation privée globale devient inférieur à celui du produit : ce qui suggère que l'accroissement relatif de la consommation ne devient inférieur à celui du produit qu'à partir de taux de croissance assez élevés de l'économie, taux en tout état de cause assez peu inférieurs à la valeur de $\times 1$ (soit 5.14) dans notre échantillon. Ainsi au niveau global, *l'épargne intérieure privée ne connaîtrait un taux de croissance positif en pays pauvre qu'à condition que le revenu connaisse une croissance annuelle supérieure à 4.5% par an*. D'un autre côté, la régression de $\times 1$ en $\times 4$ fournit une équation qui attribue un rôle important à la croissance de la consommation privée : si celle-ci était nulle ($\times 4 = 0$), la *décroissance* du produit pourrait être importante ($\times 1 = - 1.24$).

C'est surtout la première de ces deux observations qui paraît importante : s'il est vrai que l'épargne intérieure privée globale n'a de chances de s'accroître qu'à partir d'un certain taux de croissance du produit global (4.5% par an selon nos équations), cela signifie, d'une part, qu'en deça de ce seuil, seule l'épargne d'origine *publique* ou *étrangère* peut alimenter le processus de croissance et, d'autre part, que plus le taux de croissance global de l'économie est rapide (au-delà du seuil considéré, naturellement), plus on peut espérer voir l'investissement national financé par l'épargne privée intérieure. Autant d'observations qui, à notre sens, ne sont pas sans intérêt d'un point de vue de *politique économique*...

Quoi qu'il en soit, la relation entre $\times 4$ et $\times 5$ présente aussi un intérêt certain. Nous avons vu que la corrélation est *positive* et *moyennement intense* entre ces deux catégories de taux de croissance (consommation privée globale et formation brute de capital fixe).

Cette liaison nous paraît particulièrement importante sur le plan théorique. Si pour les pays riches l'interrelation entre croissance de la consommation privée et croissance de la formation de capital est indéniable dans le processus de croissance économique, la chose est *a priori* moins évidente pour les pays pauvres. En effet, dans ces nations, on peut envisager trois hypothèses.

— Ou bien la croissance de la consommation privée, résultant, par exemple, d'un accroissement de revenus distribués dans le secteur public, parvient à se porter essentiellement sur des biens importés et n'a aucun effet sur l'investissement intérieur — auquel cas il faudrait convenir, d'une part, que les tensions inflationnistes intérieures peuvent être fortement contenues, d'autre part, que les ressources en devises sont illimitées, ce qui ne peut correspondre à la réalité. Resterait, de plus, à expliquer la forte croissance de l'investissement brut intérieur. Cette hypothèse est donc à rejeter.

— Ou bien une certaine croissance de l'investissement, dans les industries exportatrices, par exemple, se traduit par un fort accroissement des revenus distribués et donc de la consommation en volume (prix constants) — compte tenu des hauts niveaux des propensions moyenne et marginale à consommer dans les pays pauvres. Mais dans ce cas, pour admettre cet enchaînement, il faut aussi accepter l'idée (à s'en tenir aux observations faites dans le cadre de nos 29 nations) que, dans de nombreux pays, l'expansion du secteur exportateur a été telle qu'elle a induit un taux de croissance de l'investissement brut intérieur⁶¹ extrêmement soutenu, régulier et élevé, puisque celui-ci de 1950 à 1968, a atteint en moyenne près de 7% par an dans les 29 pays⁶². Cela paraît difficilement admissible quand on songe aux difficultés qui sont chroniquement celles des pays pauvres exportateurs, sur les marchés internationaux.

— Reste une troisième hypothèse : quelle que soit l'origine (ou les origines) des impulsions motrices, la croissance à laquelle on assiste a bien *une assise intérieure*. Outre le fait que cette

61. C'est bien la croissance de cet agrégat que mesure $\times 5$.

62. Dans l'échantillon ici sous étude nous avons $\bar{\times 5} = 6.8$. Il est vrai que l'écart type de $\times 5$ est relativement important : 3.63. Il reste que sur les 29 pays retenus on en dénombre 14 qui présentent des taux de croissance de la formation brute de capital fixe supérieure à $\bar{\times 5}$ et trois autres pour lesquels la valeur de $\times 5$ est comprise entre 6 et 7%.

hypothèse est cohérente avec les constatations antérieures sur l'évolution des éléments constituant l'offre globale, elle présente l'avantage de cadrer parfaitement avec les constructions théoriques les plus élaborées des mécanismes de croissance des pays non développés⁶³.

En effet, les partisans de la croissance non balancée comme ceux de la croissance balancée mettent l'accent sur l'incitation à investir, son rôle stratégique dans le mécanisme de développement, et les causes qui la limitent ou au contraire la stimulent. Que l'on songe d'un côté à Nurske, Lewis, Rosenstein Rodan et, dans une certaine mesure aussi Scitovsky, l'incitation à investir sera stimulée par l'élargissement des marchés et la complémentarité des débouchés. Du côté d'Hirschman le rôle de la demande n'est pas moins stratégique dans le mécanisme subtil qu'il propose pour vaincre l'« inaptitude à investir » dont souffrent les pays peu industrialisés. Scitovsky lui-même, lorsqu'il hésite entre croissance balancée et non balancée, souligne le rôle moteur des pressions de la demande, rôle moteur s'exerçant à travers les goulots d'étranglement et les « pénuries de ressources spécialisées » au fur et à mesure que le développement se poursuit.

Au total, une fois de plus, il ne nous paraît guère opportun de rechercher une liaison à sens unique entre les deux variables examinées ici. Il est plus que probable que la rapide croissance des pays moins développés s'appuie sur une interaction permanente, du côté de la demande globale, des croissances de la consommation privée et de la formation brute de capital fixe. D'un côté, la croissance de la consommation stimule l'incitation à investir en laissant sans cesse percevoir, ou en révélant en permanence, les occasions d'investissement, sans compter les relations interindustrielles et les effets positifs de ces relations sur les transmissions d'industrie à industrie ou de secteur à secteur des incitations à accumuler du capital. D'un autre côté, la distribution des revenus nouveaux, inséparable des investissements nets, contribue sans doute à soutenir la croissance de la consommation privée. La considération de nos équations de régression laisse cependant penser que l'effet « investissement induit » est le plus puissant (régression de $\times 5$ en $\times 4$) : en moyenne une augmentation d'un point de $\times 4$ (taux de croissance de la consommation privée) pourrait correspondre à un accroissement de 1.3 du taux de croissance de l'investissement brut ($\times 5$).

Quoi qu'il en soit nous retrouvons ici un *indice certain de diversifications structurelles qui se produisent depuis près de 20 ans dans bien des nations pauvres* : l'optique « demande » confirme ainsi nettement les enseignements que nous fournirent précédemment les examens effectués dans l'optique « offre ».

La prise en considération des relations « croissance des productions/croissance de l'investissement brut » va enfin nous fournir quelques informations complémentaires.

* * *

La rapide croissance de l'offre industrielle et agricole s'assortit donc du côté des principaux éléments composant la demande d'origine intérieure d'une expansion très forte de la consommation privée et de la formation brute de capital fixe. Il est donc logique, dans ces conditions, de rechercher une éventuelle liaison entre la croissance de l'investissement brut et la croissance du produit ou des éléments qui le composent.

L'agrégat dont on connaît les taux de croissance — déjà utilisés ci-dessus à propos de leur liaison avec la croissance de la consommation — est donc l'investissement brut intérieur. Dans les sources que nous utilisons, la croissance de cette grandeur est mesurée au niveau le plus général pour l'ensemble de l'économie. On ne dispose pas d'une répartition sectorielle des taux de croissance de l'investissement brut, ce qui limite considérablement la possibilité de pousser assez loin l'analyse. D'autre part, c'est bien de la croissance des flux bruts annuels de

63. À propos de la cohérence de cette hypothèse avec nos observations sur les liaisons entre produit, produit agricole, et production industrielle (en termes de taux de croissance), il est certain que l'échantillon de pays diffère fortement de l'optique offre globale à l'optique demande globale (contrainte imposée par l'indigence de l'information statistique). Il reste nous l'avons vu, qu'un noyau important de pays est commun aux deux catégories de régressions (*supra*, note 47).

l'investissement qu'on dispose : l'information sur l'état des *stocks* de capital fixe, d'année en année, est naturellement nulle. Enfin, dernier point important à souligner, les flux dont la croissance est mesurée ne sont que des flux *bruts* : la distinction entre taux de croissance de l'investissement net et de l'amortissement n'existe pas dans nos sources. Ainsi on n'est pas même en mesure d'apprécier les rythmes annuels d'évolution des additions nettes au stock de capital fixe. Certes, on estime de plus en plus, à l'heure actuelle, que l'investissement brut est très significatif, au plan des analyses de croissance, le remplacement des éléments usés ou obsolètes du stock de capital fixe étant susceptible de « régénérer » en permanence l'efficacité de ce stock par intégration de doses importantes de progrès techniques...

La thèse est soutenue à propos des pays industrialisés et aussi pour les pays en voie de développement. Quelle que soit la position que chacun peut adopter dans ce débat, il reste que nous ne pouvons pour notre part qu'utiliser ce que nos sources nous fournissent...

Peut-on dans ces conditions tirer des conclusions intéressantes de la mise en relation de la croissance des éléments qui composent l'offre et de la croissance de l'investissement ($\times 5$) ? Signalons immédiatement que les tentatives de mise en corrélation des taux de croissance de la production industrielle ($\times 7$) ou agricole ($\times 6$) avec les taux de croissance de la formation brute de capital fixe ($\times 5$) sont un échec : les nuages de points obtenus sont extrêmement dispersés et les coefficients de corrélation trouvés, légèrement positifs, sont sans signification statistique. Cela ne doit pas particulièrement surprendre en ce sens qu'on ne dispose pas de taux de croissance *par secteur* de l'investissement brut : il est clair en particulier qu'au niveau international la croissance de l'investissement brut total peut porter sur des aspects très variables de l'économie de chaque pays (infrastructure, constructions à usages privé ou administratif, investissements agricoles, investissements industriels, etc.).

De même si l'on « croise » pour 30 nations en voie d'émergence les taux de croissance de l'investissement brut ($\times 5$) avec ceux du produit total ($\times 1$), on obtient une corrélation positive mais faiblement significative ($r = 0.44$). Le graphique 10 présente le nuage de points obtenu : on constate que la dispersion des points est effectivement importante.

Ce graphique mérite cependant réflexion. Des échelles identiques étant prises sur les deux axes, si l'on trace la diagonale OD celle-ci sépare les pays en deux catégories : ceux qui, au cours de la période, ont accru leurs taux bruts d'investissement (situés sous la diagonale) et ceux qui, au contraire l'ont réduit (au-dessus de OD)⁶⁴. De plus, pour le premier groupe de pays (ceux qui ont accru leur taux brut d'investissement), le nuage de points affecte clairement une forme « serrée » et ascendante de gauche à droite. Vingt et un pays figurent dans ce groupe et la corrélation est ici de bien meilleure qualité. On obtient :

$$\begin{aligned} \times 1 &= 0.4515 \times 5 + 1.3204 \\ &\quad (0.0168) \\ \times 5 &= 1.1029 \times 1 + 2.8821 \\ &\quad (0.0413) \\ &\text{(droite tracée sur le graphique 10)} \\ &\quad r = 0.71 \text{ et } r^2 = 0.50 \end{aligned}$$

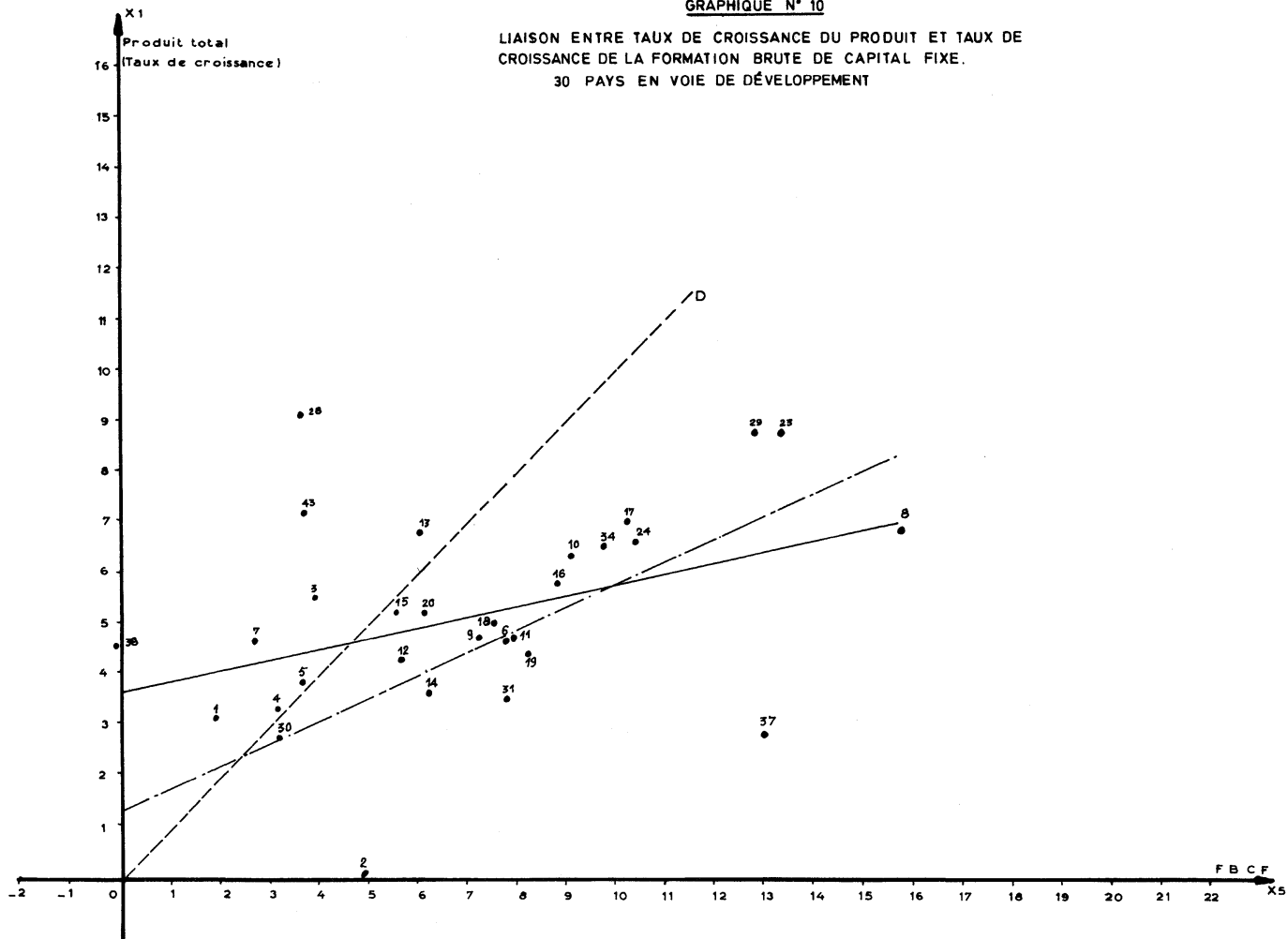
La relation $\times 1/\times 5$, pour ce qui nous intéresse, montre que l'efficacité de l'investissement brut eu égard à la croissance du produit est d'autant plus vive que le *taux brut d'investissement* s'est accru de façon importante. *Ainsi ces mesures suggèrent fortement que la liaison entre rythmes d'accroissement de l'investissement brut et taux de progression du produit est d'autant plus importante que l'écart positif $\times 5 - \times 1$, qui lui-même mesure la croissance de la propension à investir, est plus large.*

Ceci laisse penser que, *dans l'ensemble*, les pays qui ont fait les efforts d'investissement

64. Il est en effet certain que chaque fois que $\times 5$ est *plus grand* que $\times 1$, le taux brut d'investissement (rapport de l'investissement brut au produit brut) s'accroît. Cela concerne donc tous les pays situés *sous* la droite OD.

GRAPHIQUE N° 10

LIAISON ENTRE TAUX DE CROISSANCE DU PRODUIT ET TAUX DE CROISSANCE DE LA FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE.
30 PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT



brut les plus importants par rapport à la croissance de leur produit sont ceux qui ont connu les croissances les plus rapides⁶⁵.

La prise en considération des coefficients marginaux bruts de capital confirme ce point.

* * *

Le tableau V présente pour 49 pays — 31 peu développés, 18 industrialisés — les coefficients marginaux bruts de capital calculés sur l'ensemble de la période, et les taux bruts d'investissement⁶⁶.

Nos coefficients marginaux *bruts* de capital n'ont évidemment pas la même signification que les coefficients nets, du fait de la limitation de l'information existante pour les nations moins développées. En les considérant, de façon approximative, comme le rapport de l'investissement brut à l'accroissement du produit — en termes de moyennes annuelles — on peut dire qu'ils traduisent *l'effort d'investissement réalisé par chaque pays proportionnellement à son taux de croissance*, en moyenne, pendant la période considérée.

Un examen attentif du tableau V indique tout d'abord, dans le cadre des pays peu développés — et par comparaison aux pays riches — *une extrême dispersion des coefficients marginaux bruts de capital*. Dans les pays pauvres, les coefficients s'échelonnent entre 8.2 (Uruguay) et 1.5 (République de Corée), la moyenne s'établissant à 3.32. Dans les pays riches le coefficient atteint en moyenne 5.15, la dispersion allant de 7.46 (Irlande) à 3.40 (Allemagne fédérale). Que ces coefficients marginaux bruts soient plus élevés, en moyenne, dans le groupe des pays riches que dans celui des pays pauvres est peu étonnant ne serait-ce que du fait que l'amortissement est probablement beaucoup plus important — en pourcentage du produit total ou de l'investissement brut — dans les nations industrialisées que dans les pays moins développés. Ce qui équivaut à souligner que les efforts d'investissement brut sont sans doute plus élevés en pays riches qu'en pays pauvres. L'examen des taux bruts d'investissement figurant dans le tableau V le confirme naturellement. La moyenne des taux bruts d'investissement atteint 16.4% dans les pays pauvres mais 21.8% dans les nations développées. Une épargne intérieure beaucoup plus élevée que dans les pays pauvres, un effort d'amortissement plus important du fait du plus grand volume des immobilisations fixes accumulées, sont autant de raisons qui expliquent la supériorité de ces indices dans les pays industrialisés. Remarquons en outre que l'on peut encore observer que, dans les pays développés, la dispersion des taux bruts

65. Il nous paraît utile de signaler à ce propos que pour 17 pays développés pour lesquels le calcul est faible on obtient une assez bonne corrélation positive entre $\times 1$ et $\times 5$ ($r = 0.65$). Or dans 16 de ces 17 pays riches on observe un accroissement du taux brut d'investissement pendant la période étudiée (les valeurs de $\times 5$ sont supérieures à celles de $\times 1$).

66. Donnons quelques précisions sur le mode de calcul opéré. Pour commencer par les taux bruts d'investissement ils représentent la moyenne arithmétique des taux bruts annuels enregistrés dans ces pays pour la période 1950-1968. Les coefficients marginaux bruts de capital sont, pour leur part, le résultat du quotient des taux bruts annuels moyens d'investissement par le taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut de la période.

On obtient en effet dans ce cas une estimation de la valeur Ib/dYb , Ib désignant, compte tenu de notre méthode de calcul la valeur annuelle moyenne de l'investissement brut et dYb l'accroissement annuel moyen du produit global brut — à prix constants.

Ce calcul est très *approximatif*, en ce sens que les taux bruts d'investissement n'ont pu faire l'objet que d'un calcul à prix courants (*source*: *Yearbook of National Accounts Statistics*, Nations Unies, 1970, tableau 2 de la partie D, intitulé: « Expenditure on Gross National Product at Market Prices »), alors que le taux de croissance annuel moyen du P. I. B. est estimé à prix constants (variable $\times 1$ du tableau V, *infra*, et de tous nos calculs antérieurs). Ceci dit, il est clair que si l'on définit par Ib/Yb les taux bruts d'investissement et par dYb/Yb le taux de croissance du produit, le quotient Ib/Yb est égal à Ib/dYb .

(Les pays sont affectés de leur numéro d'ordre habituel — *infra*, tableau V).

TABLEAU V

*Coefficients marginaux bruts de capital et taux bruts d'investissement dans 49 pays,
de 1950 à 1968 — Données annuelles moyennes*

N°	Pays	Coefficients marginaux bruts de capital	Taux bruts d'investissement (en %)
I — PAYS SOUS-DÉVELOPPÉS			
41	Uruguay	8.20	12.8
32	Maroc	6.81	12.0
01	Argentine	6.00	19.2
20	Afrique du Sud	4.15	21.8
14	Paraguay	4.10	15.2
42	Venezuela	4.10	28.8
37	Pakistan	4.04	15.7
04	Ceylan	3.85	13.0
15	Pérou	3.70	19.5
07	Colombie	3.44	16.3
06	Chypre	3.38	16.0
19	République dominicaine	3.31	14.8
29	Japon	3.23	28.6
18	Portugal	3.21	16.2
12	Honduras	3.14	13.7
10	Grèce	3.05	19.7
28	Israël	2.90	26.8
17	Porto-Rico	2.85	20.2
27	Irak	2.74	16.8
05	Chili	2.73	10.8
03	Brsil	2.63	14.7
09	Équateur	2.52	12.0
34	Nicaragua	2.52	16.5
13	Jamaïque	2.48	17.2
39	Thaïlande	2.30	17.4
11	Guatemala	2.27	10.7
33	Mexique	2.24	14.5
40	Turquie	2.24	13.0
23	Chine/T'ai-wan	1.69	15.0
16	Philippines	1.67	09.8
08	Corée	1.55	10.8
II — PAYS DÉVELOPPÉS			
52	Irlande	7.46	16.2
54	Norvège	6.88	29.7
59	Nouvelle-Zélande	5.87	21.8
50	Finlande	5.82	25.5
57	Australie	5.51	24.5
56	Suède	5.44	21.7
61	Suisse	5.39	22.2
55	Royaume-Uni	5.35	15.2
58	Islande	5.25	25.5
46	Belgique	5.23	18.6
47	Canada	4.98	23.2
48	Danemark	4.90	18.5
60	Pays-Bas	4.66	22.5
49	États-Unis	4.52	17.3
45	Autriche	4.29	21.7
51	France	3.86	18.7
53	Italie	3.82	20.2
44	Allemagne fédérale	3.40	28.9

d'investissement est nettement moins marquée dans les pays développés que dans ceux qui le sont peu.

Tout ceci constaté, observons les graphiques 11 et 12, portés à dessein sur une même page. Ces deux graphiques mettent en relation, en abscisses les coefficients marginaux bruts de capital, en ordonnées les taux de croissance annuels moyens du P. I. B. (graphique 12) et de la production manufacturière (graphique 11). Sans qu'il soit ici question de procéder à des mesures statistiques précises — ne serait-ce qu'en raison du caractère approximatif de la méthode de calcul des « I. C. O. R. bruts » — de ces relations, quelques observations simples s'imposent.

Examinons le graphique 12, qui concerne 31 pays peu développés. On observe :

— D'une part, que le nuage de points revêt une allure nettement descendante de gauche à droite : ceci veut dire qu'on peut *grosso modo* — les points sont assez dispersés — considérer que les *coefficients marginaux bruts de capital les plus bas s'associent à des taux rapides de croissance économique*, de 1950 à 1968, et *inversement* pour les « I. C. O. R. bruts » les plus élevés.

— D'autre part, que nous retrouvons bien ici, au sommet du nuage de points, les pays pour lesquels nous avons plus haut constaté un accroissement important de la propension moyenne à investir au cours de la période d'examen — voir *ci-dessus* : graphique 10 — les pays situés sous la diagonale OD. Il en va notamment ainsi pour les pays N° 23 (Chine de Formose), N° 29 (Japon), N° 17 (Porto-Rico), N° 8 (Corée), N° 16 (Philippines) et l'on pourrait en citer d'autres. À l'inverse, en bas et à droite du nuage de points, figurent l'Uruguay (N° 41), l'Argentine (N° 01), Ceylan (04), *qui ont réduit leur taux brut d'investissement* de 1950 à 1968 (graphique 10), ou encore on trouve au *centre* du graphique 12 le Pérou (N° 15), le Chili (N° 05), nations qui ont à peu près maintenu constant leur effort d'investissement brut.

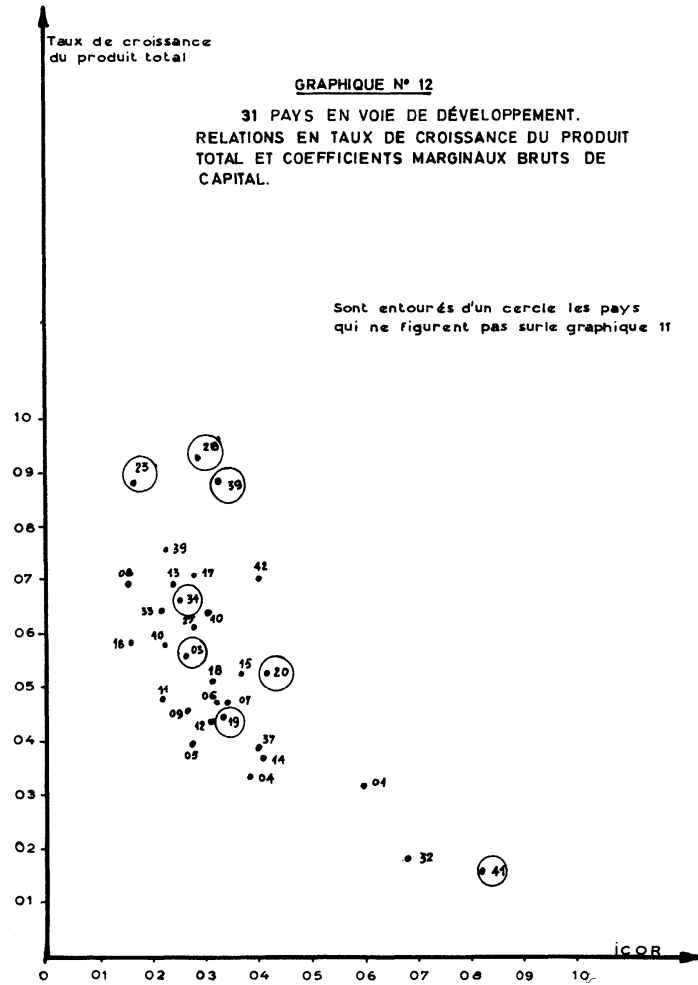
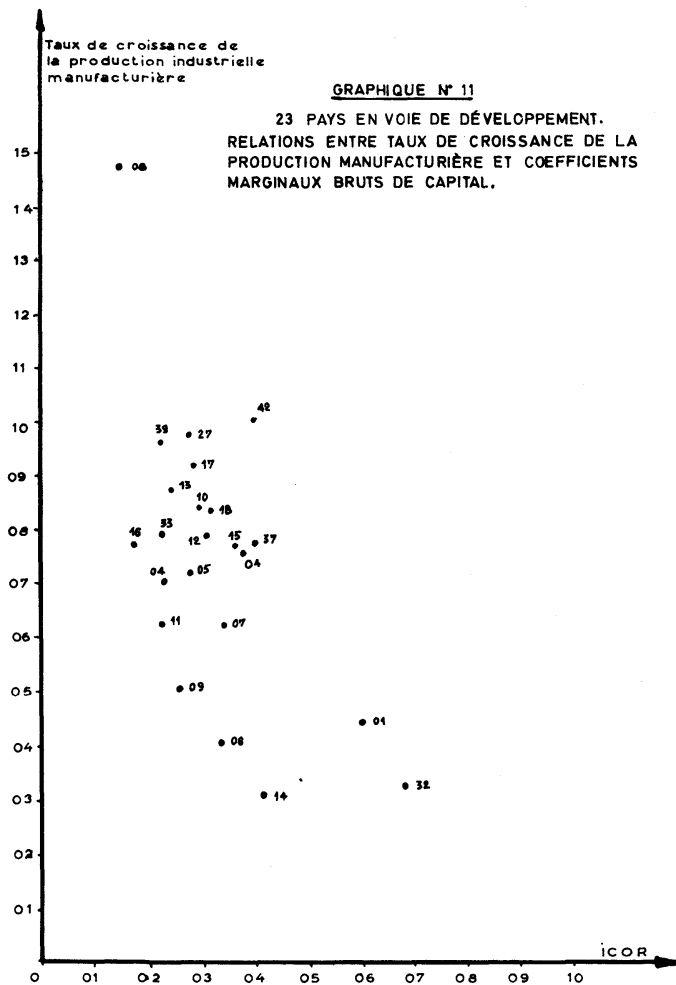
Certes, n'hésitons pas à le répéter, ces observations sont approximatives, du fait du mode de calcul des coefficients marginaux bruts de capital et du fait aussi de la relative dispersion du nuage de points. Il reste qu'on ne peut objectivement nier l'allure générale de ce nuage, ni les observations précises que nous venons de faire. De plus, le graphique 11 présente la *même allure*. Nous regrettons ici la variation de l'échantillonnage imposée par l'absence des renseignements statistiques concernant certains pays — tous les pays qui figurent sur le graphique 11 sont néanmoins compris dans le graphique 12 — et nous voyons en particulier que la plupart des nations communes aux deux échantillons occupent des positions semblables au sein de chaque nuage : *le rôle majeur joué par la croissance des industries manufacturières est de la sorte à nouveau souligné*.

De plus, il apparaît bien que les taux de croissance sont d'autant plus vifs que les efforts d'investissement ont été plus importants, et que ces efforts ne sont pas sans liaison avec les rythmes de progression des productions industrielles manufacturières.

* * *

On ne peut faire dire aux chiffres davantage qu'ils n'expriment en fait. Aussi ne reviendrons-nous pas sur le vieux débat — on pourrait être tenté d'y revenir à partir des observations précédentes — concernant les *rythmes de croissance* des nations pauvres et la *nature de l'industrialisation* effectuée : industrialisation *lourde* ou *légère*. À tout le moins cependant, il nous semble qu'on ne peut nier, à s'en tenir aux données statistiques existantes, que *dans les pays considérés la croissance a été d'autant plus rapide depuis 1950 que les efforts d'investissement qui s'y sont manifestés ont été globalement plus massifs*. C'est vers cette observation que convergent finalement les examens des deux liaisons qui font l'objet des développements de ce graphique : liaison entre croissance du produit et croissance de l'investissement brut ; liaison entre croissance du produit ou de la production manufacturière et coefficients marginaux bruts de capital.

Nous possédons dès lors l'ensemble des informations nécessaires à une conclusion synthétique.



CONCLUSION

Une vaste partie du Tiers-Monde manifeste une croissance économique rapide depuis le tout début des années cinquante.

Ce phénomène, vérifié par un nombre croissant d'économistes depuis quelques années, est-il illusoire? Ou s'il ne l'est pas, est-il tout au moins suffisamment important pour qu'on puisse soutenir qu'une transformation progressive des structures économiques des pays en cause est sérieusement en voie de réalisation? Autrement dit encore, peut-on estimer qu'un réel *processus de développement* — même serait-il embryonnaire pour l'instant — est mis en mouvement à travers cette croissance réelle régulière et soutenue des grands agrégats macroéconomiques que révèle depuis assez longtemps à présent, un examen méthodique des renseignements fournis par les annuaires statistiques internationaux?

Une chose nous frappe particulièrement: depuis plusieurs années, on ne relève pratiquement aucune contradiction importante dans les publications successives des organisations internationales, dans le domaine qui nous occupe. Et pourtant il ne s'agit pas toujours des mêmes organisations (ONU, OCDE, par exemple). Dira-t-on que leurs sources ou leurs méthodes de travail sont identiques? Cela n'est pas évident: dans ses publications sur les comptes nationaux des pays pauvres, l'OCDE souligne expressément que ses sources sont largement autonomes et originales. Les chiffres avancés par les deux organisations n'en sont pas moins très voisins. De plus, même lorsqu'il s'agit d'organisations internationales *organiquement liées entre elles* (ONU, BIT), *leurs préoccupations sont très différentes*. Mais, s'intéressant à des domaines distincts, les informations qu'elles proposent n'en sont pas moins *très cohérentes entre elles*. Enfin, nonobstant le fait que des erreurs grossières puissent exister pour quelques pays particuliers et à propos de tel ou tel renseignement spécifique, peut-on admettre sérieusement qu'un grand nombre d'informations erronées soient publiées d'année en année sans qu'aucune réaction ne se manifeste, ni du côté des pays concernés, ni du côté des utilisateurs qui souvent sont des experts connaissant bien les réalités du Tiers-Monde? On observe, bien au contraire, un recours systématique, à l'heure actuelle aux sources que nous avons utilisées. Tout ceci ne veut pas dire que l'information sur la croissance du Tiers-Monde soit excellente ni même très bonne. Nous pensons seulement que nous pouvons la tenir pour acceptable et révélatrice d'ordres de grandeur utilisables à titre d'hypothèse de travail.

Ceci posé, l'étude que nous venons de présenter nous conduit à une *conviction*: la croissance rapide de nombreux pays du monde peu développé s'accompagne certainement d'un processus de diversification de leurs structures économiques. Ce processus est lent, très *progressif* sans doute. Il reste qu'il est probablement d'autant plus rapide que les croissances enregistrées sont plus vives.

Nous entendons bien par processus de diversification structurelle de ces économies *un recul progressif du dualisme des pays pauvres*, essentiellement axé sur une industrialisation croissante, un développement de l'emploi salarié, un accroissement subséquent de la consommation privée, une augmentation de la productivité agricole, bref une *croissance de type non homothétique* qui est la marque du développement économique, même celui-ci n'en serait-il qu'à son premier âge. À l'arrière plan de nos informations et des calculs auxquels elles nous ont conduit, se profilent d'ailleurs probablement d'autres transformations structurelles dont l'étude eût largement dépassé le cadre de ce travail qui se voulait pour l'instant essentiellement macroéconomique: urbanisation croissante liée à l'industrialisation, développement des circuits financiers et commerciaux, transformation des attitudes face au problème économique, etc. — la liste pourrait être infinie et l'information chiffrée ferait sans doute largement défaut, à la supposer toujours adéquate.

Quelles que soient leurs disciplines ou leurs préoccupations, ceux qui s'intéressent au sous-développement se divisent de plus en plus en deux clans: pessimistes et optimistes — partage qui n'est pas nouveau pour la science économique. Au-delà de ces divergences qui n'ont pas

toujours une assise très scientifique, il y a surtout la *réalité*, tout au moins un réel que nous pouvons appréhender après transposition en termes d'information statistique. C'est bien cette réalité *quantifiée* et *mesurable* que nous tentons d'interroger ici, et d'interpréter en fonction d'un certain nombre de notions et mécanismes que l'on peut considérer aujourd'hui comme acquis à l'analyse économique. Et cette confrontation de l'observation, de la mesure et de l'analyse conduit à notre sens à conclure à *l'existence réelle d'un véritable processus de croissance cumulative et auto-entretenu dans bien des pays pauvres*.

Dans ce processus la croissance des industries de transformation joue très certainement un rôle fondamental, moteur : phénomène classique bien connu des expériences et des théories du développement ; *créations substantielles d'emplois et inductions importantes de gains de productivité, développement des économies externes de toutes sortes et élargissement des débouchés réciproques*, tels en sont probablement les principaux effets. Ce sont bien là les indices classiques non seulement de la croissance mais aussi des variations structurelles qui, au fil du temps, ponctuent la simple progression des quantités globales et affirment de la sorte l'existence du développement. Dira-t-on qu'il est surprenant de ne pas voir jouer un rôle important au secteur tertiaire ? À ce propos, nous ferons remarquer que le « gonflement » anormal de ce secteur dans les nations peu développées peut expliquer — et d'autant plus s'il est vrai que ce secteur est à rendements faiblement croissants — sa faible participation à des croissances d'ensemble mesurées en termes réels (outre le fait qu'il est statistiquement difficile de saisir la croissance tertiaire autrement que sous forme globale et résiduelle au niveau d'un nombre important de pays pauvres). Fera-t-on remarquer que la croissance des produits agricoles peut n'être qu'apparente, compte tenu de la commercialisation croissante des productions primaires ? Cela est sans doute vrai en partie : mais cette objection ne signifie-t-elle pas aussi que l'augmentation du *volume* des produits commercialisés est désormais en marche dans les nations moins développées, ce qui veut simplement dire qu'il y a bien reculé de l'économie agricole autarcique dans ces pays ?

D'un autre point de vue, le dynamisme manifesté, dans la plupart de nos pays, par la *demande intérieure* est une raison de plus pour croire à une véritable croissance économique. Quatre constatations sont ici à notre avis fondamentales : *progression industrielle plus que proportionnelle à celle du produit global* (diversification et resserrement des liaisons interindustrielles) puis, du côté de la demande finale, *croissance soutenue de la consommation privée et de l'investissement brut annuel* ; enfin, *forte liaison entre ces deux dernières croissances*. Cela est constaté dans nos échantillons et les liaisons fonctionnelles indiquent, au plan international, que les croissances économiques sont d'autant plus vives que ces variables particulières atteignent des niveaux plus élevés — niveaux qui ne sont d'ailleurs négligeables dans aucun des pays étudiés.

Enfin, il apparaît qu'en général les croissances les plus rapides se sont accompagnées de *flux annuels importants d'investissement brut*, ce même investissement dont la croissance est fortement liée à celle de la consommation privée, et donc à *l'élargissement et à la démultiplication des marchés*. Dès lors, ce circuit théorique est « bouclé ».

Tout ceci indique fortement que la croissance économique ne peut être vraiment repérée en termes trop « généreux » ou trop « moyens ». Il est vrai qu'*apparemment* la faiblesse du produit *per capita* ne peut que laisser subsister une faible épargne en moyenne. Il est faux d'en conclure à l'impossibilité d'amorcer un processus de croissance et/ou de développement. Il est plus erroné encore d'en déduire que la réduction des progressions démographiques est nécessairement un préalable au développement — ce qui ne signifie d'ailleurs pas que l'obtention de ce préalable soit à rejeter. *Il apparaît par contre que la croissance peut naître et s'amplifier, se diffuser progressivement à l'ensemble du système économique avant même que ses conséquences au niveau des produits par tête soient pleinement perceptibles*.